

EN AUTORISANT
L'AUTODAFÉ DU SAINT
CORAN

**Stockholm
méprise
l'Islam et les
musulmans !**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

P2 Vendredi 30 juin - Samedi 1^{er} juillet 2023 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5878 - 20^e année

**TOUT EN SUIVANT AVEC « UNE TRÈS
GRANDE ATTENTION » L'AFFAIRE
DE L'ASSASSINAT DU JEUNE FRANCO-
ALGÉRIEN, NAHEL**

L'Algérie exige la protection de ses ressortissants

- **Embrasement : des émeutes partout en France**
- **La classe politique nationale dénonce un acte raciste**

LIRE EN PAGE 3



**CÉLÉBRATION
DE L'AÏD EL-ADHA**



**Dans la
quiétude et
la communion**

P4

POUR CONTRÔLER LES PRIX



**Le ministère
du Commerce
surveille
et enquête**

P4

**POUR PROTÉGER LES
MINEURS ET JUGULER LA
DÉLINQUANCE JUVÉNILE**

**27 brigades de
la Gendarmerie
à l'affût**

P4

**ÉLIMINATOIRES
DU MONDIAL-2026**



**Les Verts fixés
sur les huit
sélections
évitées**

P7

EN FAVEUR DU PLAN ONUSIEN POUR LE SAHARA OCCIDENTAL

La Serbie recadre sévèrement le Maroc

Le ministère serbe des Affaires étrangères a fermement condamné la déformation par les médias marocains des déclarations du chef de la diplomatie serbe, Ivica Dacic, sur la question sahraouie, affirmant sa position ferme sur cette question conformément à la loi internationale

P2



EN AUTORISANT L'AUTODAFÉ D'UN EXEMPLAIRE DU SAINT CORAN PAR UN EXTRÉMISTE DE DROITE

Stockholm affiche un mépris total envers l'Islam et les Musulmans !

Au moment où le monde musulman célébrait l'Aïd El-Adha, et en pleine saison du Hadj, un incident a provoqué l'indignation des musulmans dans diverses parties du monde, après qu'un manifestant de l'extrême droite ai brûlé le Saint Coran devant la Grande Mosquée de Stockholm, sans que les autorités suédoises ne bougent le petit doigt. Une atteinte à la mémoire collective de plus d'un milliard de musulmans.



PH: DR

Au cours des dernières heures, les pays arabes et musulmans se sont prononcés pour condamner cet acte infâme, tout en menaçant de prendre des mesures décisives en réponse à cet agissement répété. En effet, en janvier dernier, le chef du parti d'extrême droite danois "Ligne dure", Rasmus Paludan, qui a pour habitude d'insulter les musulmans, s'était mis en scène en train de brûler un coran devant l'ambassade turque de Stockholm. Cette fois-ci, la police suédoise a elle-même autorisé ce rassemblement, plusieurs pays et organisations internationales ont condamné cet acte "provocateur", le qualifiant surtout de "méprisable" et d'"inacceptable".

L'ALGÉRIE RÉAFFIRME « SON REJET TOTAL DE CET INCIDENT PROVOCATEUR »

À commencer par l'Algérie qui a condamné fermement ces actes d'extrémistes suédois. « L'Algérie réaffirme son rejet total de cet incident provocateur, commis au premier jour de l'Aïd El-Adha, et insiste sur le fait que ces pratiques abjectes et répétées sont de nature à provoquer la haine et les sentiments religieux des musulmans, car portant profondément atteinte aux valeurs de liberté sur lesquelles reposent les sociétés avec tout ce qu'elles véhiculent comme valeurs humaines », a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la

Communauté nationale à l'étranger, renouvelant son appel « à promouvoir les valeurs de tolérance, de dialogue et du vivre-ensemble, à rejeter l'extrémisme et à empêcher toute atteinte aux Religions et à tout ce qui leur est sacré ». Dans un communiqué, le ministère saoudien des Affaires étrangères a exprimé la ferme condamnation et dénonciation par le Royaume de cet acte honteux qui a provoqué les sentiments des musulmans du monde entier le premier jour de l'Aïd El-Adha, et contredit les valeurs de respect de l'autre et de son caractère sacré, et alimente les sentiments de haine entre les peuples. De même, le ministère jordanien des Affaires étrangères et des Expatriés a condamné l'autodafé et l'a considéré comme une incitation et un acte raciste inacceptable. Même réaction de la part de la République islamique d'Iran, qui ne tolère pas une telle insulte et condamne fermement cet acte provocateur, irréfléchi et inacceptable, comme l'a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanan.

Même son de cloche chez le Soudan qui, à travers son ministère des Affaires étrangères, a qualifié cet acte d'honteux et provocateur pour les musulmans du monde entier, alors que le ministère libyen des AE, qui a déclaré que de tels actes vont clairement à l'encontre des efforts internationaux visant à répandre la tolérance et la

modération et à dénoncer l'extrémisme.

« IL EST INACCEPTABLE D'AUTORISER DES MANIFESTATIONS ANTI-ISLAMISQUES AU NOM DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION »

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a condamné cet acte sur son compte Twitter : « Je condamne la manifestation ignoble en Suède contre notre livre sacré le premier jour de l'Aïd El-Adha ». Il a ajouté qu'il est « inacceptable d'autoriser des manifestations anti-islamiques au nom de la liberté d'expression ». Pour sa part, le Parlement arabe a appelé les peuples arabes et islamiques à boycotter les produits suédois et à ne pas se rendre en Suède, et a appelé les pays arabes et islamiques à prendre des positions sérieuses à cet égard pour soutenir la Religion musulmane et le Noble Coran. Dans ce contexte, il est utile de préciser que la Turquie pourrait faire obstacle à l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Le président russe Vladimir Poutine a condamné, lui aussi, cet incident et a déclaré lors de sa visite dans une mosquée du Daghestan : « Ce Coran est sacré pour les musulmans et sacré pour les autres. Nous savons que dans d'autres pays, ils se comportent différemment et ne respectent pas les sentiments religieux des autres, et ils disent aussi que ce n'est pas considéré comme un crime dans notre pays. Nous considérons cela comme un crime ». Et selon l'agence

de presse russe, Sputnik, le président de la Douma russe, Viatcheslav Viktorovitch Volodine, a condamné les pratiques des autorités suédoises, qui ont autorisé cette manifestation indigne. De son côté, le Département d'État américain a condamné dans un communiqué l'incendie du saint Coran, affirmant que brûler des textes religieux est nuisible et montre un manque de respect.

INDIGNATION ET CONDAMNATION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le Parlement arabe a souligné que ces violations contre le Livre de Dieu sont un crime à part entière, rejeté par toutes les lois et pactes internationaux qui soulignent la nécessité de respecter les Religions et les Livres saints et d'empêcher le mépris des Religions, indiquant que ces provocations éveillent les sentiments des musulmans et sont totalement rejetées. L'Organisation de la Coopération islamique (OCI) a fermement condamné cet acte et mis en garde contre sa gravité, qui est contraire aux efforts internationaux visant à diffuser les valeurs de la tolérance, et à mettre un terme à l'extrémisme. La Ligue des États arabes a, de son côté, condamné, par la voix de son secrétaire général, Ahmed Aboul-Gheït, cet incident fort regrettable, appelant "à ne plus tolérer de pareils actes".

Dans un communiqué, Aboul-Gheït a condamné notamment "la facilité avec laquelle des extrémistes ont pu mener leur acte", soulignant que "les États ont une obligation de veiller sur le respect des cultures et Religions d'autrui et non pas de soutenir ou de cautionner de tels gestes". La Mosquée Al-Azhar et le Conseil de coopération des pays du Golfe ont condamné, eux aussi, vigoureusement cet énième acharnement contre l'Islam, appelant la communauté internationale "à ne pas rester passive devant de telles agressions qui ne peuvent qu'entraver l'épanouissement des valeurs de paix, de tolérance et de pardon".

Hamid Si Ahmed

EN FAVEUR DU PLAN ONUSIEN POUR LE SAHARA OCCIDENTAL La Serbie recadre sévèrement le Maroc

Le ministère serbe des Affaires étrangères a fermement condamné la déformation par les médias marocains des déclarations du chef de la diplomatie serbe, Ivica Dacic, sur la question sahraouie, affirmant sa position ferme sur cette question conformément à la loi internationale, renouvelant dans un communiqué à cet égard la position du gouvernement serbe sur la question du Sahara occidental, qui est "une position ferme, conforme au droit international".

Le ministère serbe a dénoncé les reportages des médias marocains concernant la position de la République de Serbie sur la question du Sahara occidental et la mauvaise interprétation de cette position, et a confirmé, une fois de plus, sa position sur cette question, une position qui, selon elle, n'a pas changé et ne changera pas, étant fondée sur les dispositions du droit international et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Ledit communiqué a démenti les propos attribués par les médias marocains au ministre Ivica Dacic, lors de sa récente visite au Maroc, soulignant que la question du Sahara occidental relève de la compétence des Nations unies, et donc cette question est une question multilatérale. Il a noté que la Serbie soutient fermement l'ONU et les efforts déployés par l'organisation pour trouver une solution à la question du Sahara occidental, pour œuvrer à une solution pacifique, juste et mutuellement acceptable, pour n'accepter aucune approche unilatérale et pour ne pas porter atteinte le résultat final des négociations sous les auspices des Nations unies.

Une vision réitérée par le ministre serbe lors d'une audience accordée à l'ambassadeur d'Algérie à Belgrade, Fatah Mahraz, où Ivica Dacic a confirmé la position de la Serbie sur la nécessité d'un "règlement pacifique" de tous les différends, y compris la question du Sahara occidental, dans le but de parvenir à une solution juste et durable qui garantisse le droit d'un peuple opprimé à l'autodétermination et à vivre dans la dignité et la sécurité. Des déclarations qui ont porté un coup dur au Makhzen, après ses affabulations, en l'informant de l'adhésion de la Serbie à la légitimité internationale et sa position aux côtés des minorités opprimées, ainsi qu'aux alliés et soutiens du royaume de Mohamed VI, dont l'entité sioniste et la France. À noter que la position de la Serbie vient après une position similaire du gouvernement australien, qui a réfuté les allégations du Maroc selon lesquelles Belgrade a une autre position vis-à-vis du conflit au Sahara occidental.

H. S. A.

Soudan

Plus de 2,6 millions de déplacés en deux mois et demi

Après plus de deux mois de combat au Soudan, quelque 2,6 millions de personnes ont fui leurs foyers et plus de 560 000 d'entre elles sont devenues des réfugiés internationaux selon les agences humanitaires de l'ONU. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), a déclaré que « plus de 2,1 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis le 15 avril, dont 1,4 million ont fui la capitale Khartoum. Plus de 560 000 personnes ont tra-

versé la frontière pour se réfugier dans les pays voisins, principalement en Égypte, au Tchad et au Soudan du Sud ». Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a rapporté jeudi, que plus de 200 000 personnes avaient fui vers le Tchad voisin, y compris des Tchadiens qui avaient auparavant fui leur pays vers le Soudan.

Avant les combats au Soudan, le Tchad accueillait près de 600 000 réfugiés, dont 400 000 en provenance du Soudan. L'OCHA a noté que les organisa-

tions humanitaires ont apporté une aide à plus de 2,8 millions de personnes à travers le pays en leur fournissant de la nourriture, des soins nutritionnels, des services de santé, de l'eau et de la protection.

Cependant, les partenaires humanitaires se disent entravés par l'insécurité et un accès bureaucratique réduit, dont l'absence de visas pour le personnel des ONG internationales. « Les attaques contre les locaux et les entrepôts humanitaires continuent d'entraver notre

capacité à acheminer l'aide en toute sécurité », a ajouté l'OCHA. Expliquant « Nous sommes confrontés à d'énormes difficultés pour atteindre les populations dans les zones touchées par le conflit à Khartoum, au Darfour et au Kordofan ».

Depuis le début de la crise, 13 travailleurs humanitaires ont été tués et de nombreux autres blessés, alors que certains membres du personnel humanitaire sont portés disparus, a indiqué l'OCHA.

M. Seghilani

L'ALGÉRIE SUIT AVEC « UNE TRÈS GRANDE ATTENTION » L'AFFAIRE DE L'ASSASSINAT BRUTAL DU JEUNE FRANCO-ALGÉRIEN, NAHEL

« La France a le devoir de protéger nos ressortissants »

Après la disparition tragique, mardi, du jeune franco-algérien, Nahel, victime d'une bavure policière en France, les autorités algériennes ont réagi, jeudi, via un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, affirmant suivre avec "une très grande attention" les développements de cette affaire qualifiée de "brutale et tragique".



Ahmed Attaf, ministre des Affaires étrangères

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a appris avec choc et consternation la disparition brutale et tragique du jeune Nahel et les circonstances particulièrement troublantes et préoccupantes dans lesquelles elle est intervenue", lit-on dans un communiqué du ministère. Il a exprimé "ses très sincères condoléances à la famille du défunt et l'assure que son deuil et sa peine sont largement partagés" en Algérie, a-t-on ajouté de même source. Le ministère dit "faire confiance au gouvernement français à assumer pleinement son devoir de protection, soucieux de la quiétude et de la sécurité dont doivent bénéficier nos ressortissants sur leur terre d'accueil". Il a assuré que le gouvernement algérien continuait à suivre avec "une très grande attention" les développements de cette "affaire tragique, avec le souci constant d'être aux côtés des membres de sa communauté nationale au moment de l'adversité et de l'épreuve".

temps après malgré l'intervention du Samu qui lui a prodigué un massage cardiaque sur place. Ce drame a eu lieu à Nanterre. À se fier à la version de la police, relayée par plusieurs médias en France, l'adolescent a foncé sur le policier qui l'avait tué pour se défendre. Une version vite déconstruite par une vidéo filmée par un témoin. Ces images démontrent clairement que le policier n'était pas devant le véhicule pour prétendre craindre pour sa vie mais du côté de la porte latérale du véhicule. Suite à ce drame, le procureur de la République de Nanterre, Pascal Prache, a annoncé l'ouverture d'une information judiciaire pour homicide volontaire visant le policier. Le parquet a requis son placement en détention provisoire. Selon lui, «les conditions légales d'usage de l'arme» lors du contrôle routier ayant conduit à la mort de Nahel n'étaient «pas réunies». Dans ses premières déclarations, le mis en cause a indiqué avoir usé de son arme en état de légitime défense.

EMBRASEMENT : DES ÉMEUTES PARTOUT EN FRANCE

Cette « bavure » policière a donné lieu à des émeutes qui ont émaillé la capitale française la nuit de mercredi à jeudi où des équipements publics ont été pris pour cibles et des heurts ont éclaté avec les forces de l'ordre.

Les manifestations se sont élargies à d'autres villes de France et se sont également poursuivies dans la nuit de jeudi à vendredi. Toute l'Île-de-France, Seine-et-Marne, les Yvelines, l'Essonne, le Val-d'Oise, Nanterre (Hauts-de-Seine), l'épicentre des violences, Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis, Pantin), Paris, Brest, Tours, Strasbourg, entre autres, ont connu des émeutes suite à cette bavure. Dans sa première réaction, le président français Emmanuel Macron a dénoncé «des scènes de violences» contre «les institutions et la République» qui sont «injustifiables», après une nouvelle nuit d'embrasement des quartiers populaires, qui ont donné lieu à plusieurs incendies de mairies notamment. Des propos mal-appréciés par la foule qui scandait des slogans hostiles au président Macron et aux forces de sécurité. Hier vendredi, le chef de l'Etat français a dû annuler une conférence de presse à Bruxelles et a quitté le sommet de l'Union européenne pour regagner Paris, où il a dirigé une cellule de crise concernant ces manifestations. S'exprimant depuis cette cellule de crise interministérielle, le président Macron a appelé les parents à la responsabilité, assurant que «rien ne justifie la violence» et condamne une situation qu'il qualifie d'inacceptable». La Première ministre française Elisabeth Borne a, de son côté, réuni, le même jour, plusieurs ministres pour faire le

point sur la situation après une troisième nuit de violences dans plusieurs villes en France, dénonçant des actes «insupportables et inexcusables». Elle a également fait savoir que «toutes les hypothèses», dont l'instauration de l'état d'urgence, sont envisagées par l'exécutif pour «le retour de l'ordre républicain». L'état d'urgence signifie entre autres l'interdiction des manifestations, cortèges, défilés et rassemblements de personnes sur la voie publique. Ce régime d'exception est enclenché en cas de risque de troubles à l'ordre public. Lors d'une rencontre à Matignon avec Elisabeth Borne, le maire de Nanterre, Patrick Jarry, a affirmé que «l'émotion et la colère ressenties après la mort de Nahel sont toujours très vives et partagées par toute une population», appelant à continuer à «entourer cette famille» et cette «maman qui va enterrer son enfant», tout en exprimant sa «la tristesse et la désolation ressenties par les habitants devant les violences et les dégradations». Dans un article publié par The Spectator, intitulé "La France est de nouveau au bord du gouffre", le journaliste Gavin Mortimer a affirmé que le président français Emmanuel Macron est confronté à la "crise la plus grave" de sa présidence après une troisième nuit de chaos à travers la France.

LA MÈRE DE LA VICTIME : LE POLICIER « A VU UNE TÊTE D'UN ARABE, D'UN PETIT GAMIN, IL A VOULU LUI ÔTER LA VIE »

« Il n'avait pas à tuer mon fils, il y avait d'autres manières de faire. Une balle ? Si près de son torse ? Non, je ne peux pas imaginer ça (...). Il y a d'autres moyens de les faire sortir (du véhicule, ndr). Tuer des petits comme ça... Ça va durer combien de temps ? Encore combien d'enfants vont partir ? », a réagi la mère de l'adolescent dans une déclaration sur France 5 pour sa première longue prise de parole depuis le drame. Le policier « a vu une tête d'un Arabe, d'un

petit gamin, il a voulu lui ôter la vie », a-t-elle assuré, tout en souhaitant que la justice « soit vraiment ferme » contre le policier.

L'ONU APPELLE LA FRANCE À "S'ATTAQUER AU RACISME PARMIS LES FORCES DE L'ORDRE"

En réaction à cette énième bavure en France, le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme a dénoncé des problèmes de «racisme et de discrimination raciale». «C'est le moment pour le pays de s'attaquer sérieusement aux profonds problèmes de racisme et de discrimination raciale parmi les forces de l'ordre», a déclaré Ravina Shamdasani, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme lors du point de presse régulier de l'ONU à Genève. Ces émeutes éclatées dans les banlieues françaises, rappelant celles ayant suivi la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré en 2005, deux adolescents morts en tentant là encore d'échapper à un contrôle de police. Plusieurs personnalités ont apporté leur soutien à la famille de la victime. Le footballeur Kylian Mbappé a déploré une situation "inacceptable", alors que l'acteur Omar Sy a demandé à ce qu'une "justice digne de ce nom" soit rendue. Plus de 2000 hommes ont été mobilisés pour contenir la colère des émeutiers. Un nouvel embrasement pour ce soir n'est pas à écarter selon la presse locale. Pour tenter d'endiguer les tensions, la ville de Clamart (Hauts-de-Seine) et celle de Compiègne (Oise), ont décrété un couvre-feu. Selon un dernier bilan donné par le ministre de l'Intérieur, plus de 600 personnes ont été interpellées en France lors de violences urbaines. D'autres sources parlent de près de 900 personnes interpellées de jeudi à vendredi en France, dont 408 à Paris et sa proche banlieue, lors de la troisième nuit consécutive de violences urbaines.

Brahim O.

ASSASSINAT DE NAHEL

La classe politique nationale dénonce un acte raciste

Le lâche assassinat de Nahel, un adolescent franco-algérien, par un policier à Nanterre, lors d'un contrôle routier, a suscité l'indignation dans la communauté algérienne installée en France qui y voit l'expression d'un discours raciste, longtemps véhiculé par les cercles racistes de la droite et ses extrêmes. La classe politique algérienne et des personnalités publiques ont largement condamné cet acte abject qui laisse craindre le pire pour nos concitoyens expatriés, qui font face à un comportement de certains segments de la société française et ses politiques, devenu de plus en plus ségrégationniste, raciste et sectaire. Dans ce cadre, le Mouvement El Binaa, a rendu public un communiqué dans lequel il a condamné le lâche assassinat du jeune adolescent et exprimé son inquiétude après la multiplication des

actes qui visent nos compatriotes émigrés. El Binaa a appelé les autorités françaises à prendre leurs responsabilités et à engager une enquête, juste et responsable pour châtier l'auteur de cet acte ignoble et prendre les mesures nécessaires pour rassurer nos compatriotes qui vivent au quotidien sous la menace d'un discours extrémiste devenu très présent en France. Pour sa part, le Mouvement Ennahda a présenté ses sincères condoléances à la famille de Nahel et appelé les autorités françaises à ouvrir une enquête pour faire toute la lumière sur cet acte qu'elle a qualifié de raciste et comme la conséquence d'un discours extrémiste en vogue en France. Le commentateur sportif de la chaîne Bein Sport, Hafid Derradji, a estimé que les actes de violence que vivent certaines villes françaises sont une réaction naturelle d'une communauté émi-

grée cible d'un discours raciste et victime de brimades au quotidien. "C'est la conséquence d'une colère longtemps contenue d'une communauté exposée aux comportements du pouvoir politique français, d'une police qui verse dans le racisme et d'un système social raciste et haineux", a-t-il indiqué. Dans un post publié sur sa page Facebook, il a qualifié les émeutes que vivent certaines villes françaises comme l'expression d'une colère qui a gagné plusieurs segments de la société française. "La réaction, somme toute naturelle à l'assassinat de Nahel s'est transformée en une insurrection engagée par plusieurs couches de la société française". "Cette insurrection donne tout l'air de ne pas se limiter à la banlieue et de s'étendre vers d'autres villes et régions de France ce qui va contraindre l'exécutif à décréter l'état d'urgence, imposer un couvre-

feu pour rétablir l'ordre et sauver la 5e République de la chute". Il y'a lieu de rappeler que Nahel, un adolescent aux origines algériennes a été froidement assassiné par un policier par arme à feu, lors d'un contrôle de routine. Depuis, les appels à une enquête juste et crédible se sont multipliés au moment où plusieurs villes françaises ont connu des nuits d'émeutes. Malgré le discours voulu rassurant du président français Emmanuel Macron qui a qualifié l'assassinat d'acte inexplicable et inacceptable et malgré la mise en examen et le placement en détention du coupable, la tension n'a pas baissé et les observateurs craignent de voir une véritable fracture affecter la société française qui est traversée par un courant nationaliste et raciste d'extrême-droite qui a gagné plusieurs pays de l'espace européen.

Slimane B.

PERMANENCE DU SERVICE PUBLIC, COMMERCE ET DISPONIBILITÉ DE L'EAU L'Aid El-Adha dans la quiétude et la communion

Dans l'ensemble, l'Aid El-Adha s'est déroulé dans de bonnes conditions surtout avec le respect de la permanence par les commerçants et la distribution régulière de l'eau ce qui a facilité l'accomplissement du rituel, ainsi que la disponibilité des transports dans la majorité des villes.



Ph: DR

En effet, quelques 52.259 commerçants ont assuré, leurs activités commerciales, ce qui a permis aux citoyens d'acquiescer plus facilement, sur l'ensemble du territoire national, les aliments dont ils ont besoin, notamment les produits de large consommation. Les permanences ont d'ailleurs été, globalement respectées, tandis que 66 commerçants à l'échelle nationale n'ont pas honoré leur engagement, selon un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations qui a salué par la même, l'engagement des commerçants et des opérateurs économiques au respect du système de permanence durant le premier jour de l'Aid El-Adha, «ce qui traduit leur souci de répondre aux besoins des citoyens». Le ministère a dans ce sens, adressé «ses remerciements à tous les employés du secteur qui ont veillé sur les opérations de contrôle du programme de permanence durant le premier jour de cette occasion bénie», rappelant «l'ensemble des commerçants et des opéra-

teurs économiques de la reprise obligatoire de leurs activités commerciales, à compter du dimanche 2 juillet 2023».

PLUS DE 30 000 PEaux DE MOUTONS COLLECTÉES

L'unité de l'Algérienne des cuirs et dérivés, située dans la zone industrielle de Batna, a réceptionné, jusqu'à jeudi après-midi, plus de 30.000 peaux de moutons sacrifiés durant l'Aid El-Adha, a indiqué le directeur de cette entreprise, Yahia Ghersa. Affirmant que la quantité collectée jusqu'à présent auprès de certaines communes de la wilaya, comme Tilatou, Batna, Tigharghar et Larbaâ, ainsi que des wilayas voisines telles que Constantine, Khenchela, Tébessa, Setif, Skikda et Bordj Bou Arréridj, est proche, du nombre recueilli durant la même période de l'année dernière (31.000). Le même responsable a indiqué que l'opération se poursuivait encore dans l'après-midi de jeudi. Il est attendu, cette année, que la quantité de peaux réceptionnées soit "très importante" à la fin de l'opération de collecte, a encore indiqué Ghersa, rappelant que l'année dernière, 2.100 pièces

avaient été destinées à des unités de transformation. La wilaya de Batna est l'une des wilayas "pilotes" en matière de récupération de peaux de moutons, au même titre que les wilayas d'Alger, de Djelfa, d'Oran, d'Ain Témouchent et de Jijel qui disposent toutes de tanneries, a également affirmé la même source. Également, plus de 17 milles peaux de moutons de l'Aid-El-Adha ont été collectées à Médéa dans le cadre de l'opération de collecte et de valorisation de cette matière première, selon un bilan provisoire établi jeudi par la direction locale de l'Environnement et des énergies renouvelables. Le dispositif de collecte mis en place pour la collecte des peaux de moutons a permis de récupérer, au premier jour de l'Aid-El-Adha, pas moins de 17.145 peaux de moutons à travers plusieurs agglomérations urbaines, a indiqué le directeur de l'Environnement et des énergies renouvelables, Mustapha Rafei. Selon ce responsable, la plus grande quantité de peaux collectées a été enregistrée au niveau de la décharge contrôlée de Médéa où il a été comptabilisé 7.700 peaux, suivi de

celle de Chahbounia (sud), avec 6.525 peaux, et 3.354 peaux collectées au niveau du Centre d'enfouissement technique de Ksar-el-Boukhari, situé également au sud de la wilaya. Une quantité de 2.370 peaux a été réceptionnée par le CET de Zoubiria, sud-ouest, 2.000 autres unités recensées au niveau de la décharge contrôlée de Chellalet-El-Adhaouira, à l'extrême est de Médéa, tandis que la plus "faible" quantité de peaux ramassées a été enregistrée au niveau de la décharge contrôlée de Ain-Boucif, au sud-est, avec seulement 200 peaux, a expliqué Rafei. L'opération de ramassage et de collecte va se poursuivre encore, d'après ce responsable, et devrait permettre de tirer vers le haut le nombre des peaux récupérées qui seront, par la suite, acheminées vers les unités de traitement spécialisées en vue de leur valorisation, a-t-il conclu. Pour rappel, le ministère de l'Industrie a annoncé, lundi, le lancement des préparatifs pour l'organisation de l'opération de collecte des peaux des sacrifices de l'Aid El-Adha pour l'année 2023, pendant les deux jours de l'Aid El-Adha. Cette initiative a pour principal objectif de répondre à un besoin en matière première pour les entreprises de la filière cuir, dont les produits sont destinés essentiellement à l'exportation. En moyenne, près d'un million de pièces et près de 500 tonnes de laine sont, chaque année, récupérées et ajoutées aux circuits de production. La collecte de l'année 2023 devrait suivre la même règle. Le ministère de l'Industrie a insisté, dans un communiqué rendu public, sur la nécessité de réussir cette opération.

Sarah O.

CROISSANT ROUGE ALGÉRIEN Le porteur de joie aux familles défavorisées

Comme l'entraide observée à chaque occasion, l'Aid El-Adha a généré un élan de solidarité particulier, pour répondre aux besoins des familles algériennes les plus démunies. Plusieurs acteurs, citoyens, associations ect ont contribué à cette occasion, tel que le Croissant rouge algérien (CRA). Un organe connu par son rôle dans la promotion et la consolidation de soutien et de solidarité humanitaires, dans toutes les circonstances, le CRA a durant l'Aid El Adha mené une action, par notamment la distribution « d'aides, alimentaires et de vêtements à plusieurs familles défavorisées à travers le territoire national », a indiqué jeudi un communiqué du (CRA). Il était question, de la remise de lots de vêtements, à travers le pays, « à plus de 2.000 orphelins par les éléments et les bénévoles du CRA » selon la même source, indiquant que « des aides financières et la distribution de viande » ont concerné « à plus de 2.000 familles » cite le communiqué du CRA dont « celles victimes des inondations » de Tipaza. Aussi, la même source a fait savoir que « des colis alimentaires et des moutons ont été distribués à des familles nécessiteuses dans certains villages » est-il précisé. À cette occasion, les détenus, de leur part, ont également « bénéficié de colis alimentaires, de vêtements et de chaussures. », déclare la même source. Par ailleurs, dans leur programme, dans le cadre de l'Aid El Adha, les bénévoles du Croissant rouge à l'échelle nationale ont visité plusieurs centres, à l'exemple « du village d'enfants SOS à Draria (Alger) et les centres d'enfance en détresse à Tamanrasset et Saida ». Des endroits dans lesquels, les bénévoles ont été présents « aux opérations d'abattage de moutons dans une ambiance familiale », toujours selon le communiqué du CRA. Les bénévoles se sont, également, rendus « au chevet des enfants malades » hospitalisés dans divers hôpitaux du pays, au terme de laquelle, les jeunes du CRA ont procédé à la distribution de cadeaux aux enfants malades en séjours dans les centres hospitaliers.

H. B.

POUR CONTRÔLER LES PRIX Le ministère du Commerce surveille et enquête

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a révélé le lancement de l'analyse des structures de prix de certains produits de consommation et leur comparaison avec les prix sur les bourses mondiales, et ce, dans le cadre des efforts visant à contrôler les prix et les factures d'importation. Lors d'une visite sur le terrain effectuée, mercredi au premier jour de l'Aid El-Adha, dans certaines communes d'Alger pour s'enquérir du respect des commerçants du système de permanence et la disponibilité des produits de large consommation mis en place par les services du ministère, Tayeb Zitouni a fait savoir qu'"il est procédé actuellement à l'analyse des structures de prix de certains produits et à leur comparaison avec les prix sur les bourses mondiales". Après avoir écouté des jeunes se plaindre de la hausse des prix de certains produits, tels que le café, Tayeb Zitouni a déclaré : "nous continuerons à mobiliser les équipes de surveillance économique pour enquêter sur les prix et les produits sur les marchés et renforcer les moyens de communication avec les acteurs dans le domaine du commerce et les consommateurs, afin de déterminer les responsabilités depuis le point de sortie du produit jusqu'à son arrivée au consommateur".

R.E.

POUR PROTÉGER LES MINEURS ET JUGULER LA DÉLINQUANCE JUVÉNIILE 27 brigades de la Gendarmerie nationale à l'affût

Le commandement de la Gendarmerie nationale a renforcé ses effectifs à travers la formation de 27 brigades pour mineurs dans l'ensemble du territoire national, et ce, pour juguler le phénomène de la délinquance juvénile et protéger les mineurs victimes de violence, sous toutes ses formes, conformément à la loi 15-12 relative à la protection de l'enfant adoptant des méthodes de travail adaptées à la nature de la délinquance juvénile en Algérie. En effet, la sensibilisation des mineurs aux dangers de la délinquance et ses répercussions, notamment le trafic et la consommation de stupéfiants, constitue une des principales missions des brigades de protection des mineurs de la Gendarmerie nationale, a indiqué le chef de la Brigade de protection des mineurs à Alger, l'adjudant Khaled Bensadek. Parmi les missions assignées à ces brigades, il a cité la surveillance des lieux fréquentés par les mineurs, le constat des infractions aux lois et règlements relatifs à la protection des mineurs et la participation aux enquêtes judiciaires concernant les affaires où des mineurs sont impliqués.

En chiffres, le cadre de la Gendarmerie a fait état de 277 affaires de délinquance juvénile traitées par les unités de la GN en 2021, relatives notamment à la détention et à l'usage de stupéfiants. Il a également indiqué que les efforts de la brigade de protection des mineurs d'Alger sont axés sur la prévention, à travers la sensibilisation des jeunes aux comportements dangereux, en coordination avec les organismes et établissements concernés, y compris les écoles, les centres, les associations de jeunes et les médias, en sus de la participation aux journées d'études sur la délinquance juvénile. À ce propos, le chef de brigade a affirmé que la prévention doit s'accompagner de mesures coercitives, à travers la protection du mineur et la répression des actes susceptibles d'affecter son intégrité en tout temps et en tout lieu. Dans ce cadre, il a précisé que durant l'année 2022, la brigade de protection des mineurs de la Gendarmerie nationale à Alger avait lancé 220 campagnes de sensibilisation à travers les écoles et les espaces publics et organisé 140 patrouilles en vue de surveiller les lieux fréquentés par les

mineurs. Il a souligné dans ce contexte que la brigade de protection des mineurs de la GN, qui est une unité de proximité et d'écoute des mineurs et de leurs familles, « joue un rôle important dans la médiation sociale, à travers la prévention et l'anticipation des actes criminels, tout en assurant la réinsertion de cette catégorie ». Après la réception d'une plainte concernant une violence sur mineur, notamment son exploitation dans des affaires de trafic de stupéfiants, la brigade de protection des mineurs ouvre une enquête immédiate, en coordination avec les juridictions compétentes, le chef de brigade a cité parmi les missions, « l'aide et l'accompagnement des mineurs toxicomanes, en coordination avec les différents centres de désintoxication au niveau de la wilaya d'Alger ». Les opérations de prise en charge des mineurs toxicomanes ont pour objectif « leur réinsertion dans la société et leur accompagnement à travers les différentes étapes de leur thérapie, tout en veillant à la sensibilisation de leurs familles », a-t-il soutenu.

M.Seghilani

3^e EXPOSITION ÉCONOMIQUE CHINE-AFRIQUE

Tous les chemins africains mènent vers Pékin

La 3^e Exposition économique et commerciale Chine-Afrique, qui a débuté jeudi à Changsha, capitale de la province chinoise du Hunan (centre), vise à renforcer les liens commerciaux entre les deux parties.

Sous le thème "Développement commun pour un avenir partagé", cet événement de quatre jours réunira des représentants de 53 pays africains et de diverses organisations internationales, alors que le nombre d'exposants a atteint les 1 500, en hausse de 70 % par rapport au nombre enregistré lors de l'exposition précédente. Une énorme quantité de produits de divers pays africains seront exposés tout au long de cette manifestation, ce qui permettra aux marchands africains d'explorer le vaste marché chinois. L'événement de cette année devrait avoir plus d'impact que les éditions précédentes car pour la première fois dans l'histoire de cette foire, des forums et des séminaires seront organisés, ce qui devrait faciliter les exportations africaines de produits agroalimentaires vers la Chine. Le Bénin, la République démocratique du Congo, Madagascar, le Malawi, le Maroc, le Mozambique, le Nigéria et la Zambie participent cette année à l'exposition en tant qu'invités d'honneur. Pour rap-



portant, l'exposition a été lancée pour la première fois en 2019 et est devenue une plateforme majeure pour promouvoir la coopération économique et commerciale entre la Chine et les pays africains. C'est la troisième fois que l'exposition se tient dans le Hunan, qui est l'une des provinces les plus actives dans les relations économiques et commerciales avec l'Afrique, et pionnière dans la coopération sino-africaine. La Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique et la quatrième source d'investissement. Les données officielles montrent que le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique a atteint 282 milliards de dollars en 2022. Au cours des quatre premiers mois de cette année, les nouveaux investissements directs de la Chine en Afrique ont

atteint 1,38 milliard de dollars, en hausse de 24% sur un an. Un partenariat qui vise à s'accroître, notamment après les déclarations du vice-président chinois Han Zheng, lequel a annoncé lors de la cérémonie d'ouverture de l'exposition que « la Chine est prête à offrir de nouvelles opportunités à l'Afrique grâce à la modernisation chinoise et au développement de haute qualité du pays et rendra la coopération "pragmatique entre les deux parties plus profonde et plus solide". "Au cours de la dernière décennie, quelle que soit l'évolution de la situation internationale, la Chine et l'Afrique ont toujours été amicales et unies, et sont devenues une communauté d'avenir partagé et d'intérêts communs", a souligné M. Han. Il a également déclaré que "la Chine soute-

nait fermement l'Afrique pour qu'elle prenne une voie de développement indépendante, et qu'elle ferait progresser la coopération Chine-Afrique dans le cadre de l'initiative la Ceinture et la Route, pour forger une communauté Chine-Afrique plus étroite avec un avenir partagé". La coopération Chine-Afrique joue un rôle directeur important dans la coopération Sud-Sud, ainsi que dans la coopération internationale, a-t-il noté, ajoutant que cette coopération établit "un exemple pour la construction d'un nouveau type de relations internationales". Le vice-président chinois a relevé, en outre, que "l'exposition devrait être une bonne plateforme pour les deux parties pour renforcer leurs échanges et discuter de leur coopération". **Hamid Si Ahmed**

CONSTRUCTION DE DEUX NAVIRES DE GRANDE TAILLE PAR L'ENTREPRISE "TECHNOVAL" Un taux d'avancement de 90 %

Selon le directeur chargé du secteur de la pêche et des produits halieutiques de la wilaya de Tlemcen, Sahnoun Bouguebrine, « la construction navale permettra d'imprimer une nouvelle dynamique aux activités économiques dans la région et satisfaire les besoins des opérateurs du secteur au plan national ». En termes de chiffres, le responsable a annoncé que « la construction de deux navires de grande taille (37 mètres de long et 9 mètres de large) est en cours au port de Honaïne, par l'entreprise spécialisée "Technoval". Le responsable a ajouté que « ces deux navires, les plus grands au niveau national, sont réalisés par des techniciens algériens, avec un taux d'avancement estimé à 90% ». Par ailleurs, il est prévu qu'une entreprise privée, "Rabâa", entame dans les mois à venir, la construction de deux autres thoniers de 25 mètres et de 40 mètres de long, au port de Sidna Youchâa. Et selon les déclarations du directeur de l'entreprise "Technoval", Belabbès Abdelmadjid « l'entreprise est soucieuse de la qualité lors de la construction navale grâce à son équipe composée d'environ 55 ouvriers et ingénieurs, selon son directeur », soulignant qu'elle « a récemment lancé la construction de quatre thoniers de 130 tonnes unité. » Le même responsable a précisé « que cette industrie a considérablement réduit la facture d'importation des navires, le prix d'une embarcation fabriquée localement étant estimé à environ 300 millions DA, alors que son importation reviendrait à plus de 400 mda (2,5 millions d'euros) ». En outre, en plus des trois ports de Tlemcen, ceux de Ghazaouet, de Honaïne et de Marsa Ben M'hidi, le port Sidna Youchâa, dédié à la pêche en haute mer, est considéré comme la plus grande infrastructure de pêche au niveau national, selon le directeur local de la pêche et des ressources halieutiques. Ce port nécessite, une fois entré en service, certaines installations, dont une poissonnerie, une station d'approvisionnement en carburant, des navires et bateaux, des unités frigorifiques, des ateliers de maintenance, ainsi que d'autres dédiés à la vente de matériel de pêche. Ce port devra être équipé d'une grue d'une capacité de levage de 250 tonnes.

H. S. A.

CROISSANCE DU MARCHÉ DES ASSURANCES SELON LE CNA

47,5 milliards de DA de chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre 2023

Le Conseil national des assurances (CNA) a indiqué dans sa dernière note de conjoncture que « le marché national des assurances, toutes activités confondues, a généré, au 1^{er} trimestre 2023, un chiffre d'affaires de 47,5 milliards de DA, contre 45,4 milliards de DA, soit une augmentation de 4,6%, par rapport à la même période de 2022, avec la prédominance de la branche assurance Automobile ». Concernant les sinistres, leur nombre « est en hausse de 8,4%, totalisant 372.514 dossiers ». Quant aux indemnités, « elles cumulent un montant de 16,2 milliards de DA, pour un total de 264.439 dossiers réglés (dont 81 dossiers au titre de l'assurance (Takaful Général), enregist-

rant une évolution de 25,1% par rapport à la même période de 2022 (12,9 milliards DA) », alors que « les sinistres à payer sont en évolution de 2% pour un montant total de 99,7 milliards de DA, dont 11,2 millions de DA cumulés en assurance Takaful Général ». Pour ce qui est du taux de règlement du marché des assurances, « il connaît une croissance de 18,8%, par rapport à la même période de l'exercice précédent, a mentionné le CNA, expliquant que la hausse du nombre de dossiers réglés serait à l'origine de cette augmentation (+ 33,3% en 2023 comparativement à 2022) ». Dans le registre de l'assurance "Automobile, cette dernière « a enregistré, à fin mars 2023, un chiffre d'affaires de

20,3 milliards de DA, en légère hausse de 1,2% par rapport à la même période de l'exercice 2022, représentant la moitié des réalisations des sociétés d'assurance. S'agissant de la branche Incendie et risques divers, « elle a cumulé un chiffre d'affaires de 17,1 milliards de DA, contre 15,7 milliards de DA au 31 mars 2022, enregistrant une augmentation de 9,1%, générée principalement par les risques de construction en forte croissance de 78,7% ». En revanche, la branche Agricole, « qui ne représente que 1,1% du marché des assurances dommages, a fléchi de 12,2% durant le 1^{er} trimestre 2023, comparativement à la même période de l'exercice 2022 ». **H. S. A.**

FINANCES

Faïd insiste sur la numérisation et la modernisation des services

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a mis en avant l'importance de conjuguer les efforts pour assurer le bon déroulement du processus de modernisation du secteur des Finances et accélérer la numérisation de ses services, relevant l'impératif de poursuivre la réalisation des engagements et réformes initiés par le Gouvernement à cet effet. Dans un message de vœux adressé aux cadres et au personnel du secteur à l'occasion de l'Aïd El-

Adha, Faïd a souligné "l'impératif de fédérer toutes les énergies en vue d'assurer le bon déroulement du processus de modernisation du secteur et accélérer la numérisation de ses services, en plus d'améliorer l'efficacité des performances, d'insuffler la transparence et l'intégrité, d'accroître le sens de responsabilité et de s'engager pour le renforcement des valeurs morales nobles à même d'atteindre les objectifs tracés". Le ministre a également affirmé le

souci du secteur à mettre en place un plan d'action et des programmes pour la relance de l'économie nationale, relevant "l'impératif de poursuivre la réalisation des engagements et des réformes initiés par le Gouvernement à cet effet, en application des principes de bonne gouvernance en vue de booster la croissance économique". Faïd a également salué "les efforts consentis par le secteur pour le renforcement des cadres juridiques à l'instar de

l'adoption de la loi monétaire et bancaire, la loi relative aux règles de la comptabilité publique, outre les projets de loi en cours d'élaboration à même de s'adapter aux mutations opérées sur les scènes nationale et extérieure". Il a, en outre, mis en exergue les efforts déployés pour la relance du secteur des Finances, de manière à l'ériger en catalyseur de la prospérité et du développement durable.

S. Oubraham

CENTRE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE ANTI-DROGUE DE BOUCHAOUI

Un établissement de référence en désintoxication

Le Centre national de prévention et de lutte anti-drogue sis à Bouchaoui 2 (Alger) est l'un des centres de référence au niveau national, pour le traitement de la toxicomanie avec des techniques modernes qui ont réalisé d'importants taux de sevrage.

Le centre qui s'étend sur 2 000 m² dans la forêt de Bouchaoui (Alger), accueille les jeunes toxicomanes désirant entamer une cure de désintoxication de la drogue (cannabis et comprimés psychotropes), pour une réinsertion sociale, a indiqué M. Abdelkrim Abidat, président de l'Organisation nationale pour la sauvegarde de la jeunesse (ONSJ). Dans une déclaration à l'APS, M. Abidat a précisé que le centre applique un protocole médical thérapeutique qui a permis d'accueillir plus de 7 757 jeunes depuis sa création en 2019 à ce jour, soulignant l'importance d'assurer une prise en charge psychologique et un accompagnement social aux toxicomanes qui veulent se débarrasser de ces poisons. Il a ajouté que vu le rôle important de la prise en charge psychologique dans le processus thérapeutique, le centre a mis au point un programme de soins sous la supervision de psychologues, de sociologues et de médecins, précisant que l'opération de sevrage nécessite une volonté ferme et un soutien fort de l'entourage du toxicomane. Il a, en outre, précisé que la cure de désintoxication prévoit quatre (4) étapes importantes qui nécessitent, toutes, le consentement du toxicomane. Il s'agit de l'évaluation initiale, suivie de la détermination du type de drogue consommée et de la durée de la dépendance, puis de l'entrevue médicale et psychologique, et enfin le début du traitement. Après le diagnostic, poursuit M. Abidat, le toxicomane



est soumis à un protocole thérapeutique allant de 3 à 6 mois, supervisé par des spécialistes et des médecins, soulignant que la seule condition pour la réussite de la cure est l'engagement du toxicomane et son abstinence de toute drogue. Le centre dispose de tous les moyens permettant une désintoxication complète au moyen d'un traitement naturel et une prise en charge psychologique. Le patient doit subir également des contrôles médicaux périodiques ainsi que des séances de thérapie de groupe avec les membres de la famille.

300 JEUNES AIDÉS DANS LEUR CURE DE DÉSINTOXICATION

Dans le même sillage, M. Abidat a appelé à la généralisation des centres de traitement sur le territoire national, ajoutant que cela ne saurait se réaliser qu'à travers la conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs en matière de prévention afin d'apporter assistance à un plus grand nombre de toxicomanes et garantir leur réinsertion dans la vie

sociale. Pour M. Abidat, la famille est appelée à jouer pleinement son rôle en matière d'accompagnement des enfants scolarisés, d'où, la nécessité, a-t-il dit, d'intensifier la lutte contre la propagation de la drogue et ce à travers les campagnes de sensibilisation dans les milieux scolaires et espaces publics. Par ailleurs, le même responsable a révélé que 90% des toxicomanes admis dans ce centre ont révélé leur consommation de comprimés psychotropes très dangereux, ce qui influe nécessairement sur la famille et la société en général. Il a affirmé que les résultats obtenus par le centre l'année dernière sont prometteurs, rappelant que 300 jeunes ont été distingués en présence de leurs familles, après avoir réussi leur sevrage grâce à leur engagement et les thérapies suivies. Il a enfin appelé à la mise en place d'un plan national pour la prévention de proximité en associant aux efforts de lutte contre ce fléau, le mouvement associatif et les anciens toxicomanes qui apporteront leurs témoignages.

APS

SCLÉROSE EN PLAQUE

Une mutation génétique semble jouer un rôle

Les patients atteints de sclérose en plaque voient leur état se dégrader plus vite quand ils présentent une mutation génétique particulière, constate une étude publiée jeudi dans la revue Nature, une découverte qui ouvre potentiellement un nouveau champ de recherche thérapeutique. "Si cette mutation génétique vient des deux parents, cela avance de presque quatre ans le moment où un déambulateur devient nécessaire", résume le chercheur et neurologue Sergio Baranzini, de l'Université de Californie, co-auteur de l'étude, dans un communiqué accompagnant sa publication. La sclérose en plaque est une maladie neurologique relativement répandue (100.000 malades estimés en France, près de trois millions dans le monde). Elle provoque un dérèglement immunitaire qui attaque un prolongement du neurone - l'axone -, avec notamment pour conséquences des troubles moteurs. Les auteurs de l'étude de Nature -un vaste consortium regroupant des chercheurs de 70 pays -ont étudié le génome de 12.000 patients pour repérer d'éventuelles mutations génétiques et étudier à quel point elles sont associées à la vitesse de la progression de la

maladie. L'une de ces mutations est clairement apparue liée à une progression plus rapide. Elle touche deux gènes, DYSF et ZNF638: le premier est impliqué dans la reconstruction de cellules abimées, le second aide à contrôler les infections virales. Point particulièrement intéressant, l'activité de ces deux gènes se concentre sur le cerveau et la moelle épinière. Or, à l'heure

actuelle, les recherches de traitement ne se concentrent pas sur cette zone, mais plutôt sur le système immunitaire.

Or, on ne sait toujours pas guérir la maladie, ni même la ralentir. Les médicaments actuels visent à améliorer certains symptômes sans pouvoir traiter le fond. La découverte de cette mutation ouvre donc "une nouvelle piste potentielle de trai-

tements", plutôt centrés sur le cerveau et la moelle épinière, a salué la neurologue Ruth Dobson (qui n'a pas participé à l'étude).

Cette perspective reste lointaine, a-t-elle précisé, rapportant toutefois que ce travail suscite "beaucoup d'enthousiasme" chez les chercheurs spécialisés dans la sclérose en plaques.

R. S.

RECOURS AU GROUPE AÉRIEN DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES

De gros moyens pour circonscrire un feu de forêt à Sidi Bel-Abbès

Les services de la Protection civile sont intervenus à Sidi Bel-Abbès afin d'éteindre un incendie, déclaré mercredi soir au niveau de la forêt du Spector, dans la commune d'Aïn El-Berd. Selon la déclaration de la Protection civile, les équipes de lutte contre les incendies, représentées par l'unité de Protection civile de Aïn El-Berd, appuyées par l'unité principale, l'unité de Tilmouni, et la colonne mobile de lutte contre les feux de forêt, sur les hauteurs de Spector, sont intervenus sur les lieux. Ils ont pu circonscrire les flammes au foyer d'origine. Le groupe aérien de lutte contre les incendies de la Protection civile, représenté par deux aéronaves, a également été impliqué. Le convoi mobile des feux de forêt dans la wilaya d'Aïn Témouchent est en route vers la forêt pour appuyer les opérations d'extinction. L'opération s'est déroulée en présence du wali de la wilaya de

Sidi Bel-Abbès pour suivre l'évolution des incendies. Pour rappel, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, avait affirmé "l'Algérie s'est bien préparée et a mobilisé tous les moyens nécessaires pour lutter contre les divers feux de forêt au cours de l'été 2023". Il avait déclaré ainsi la mobilisation de six (6) avions bombardiers d'eau, l'aménagement de terrains d'atterrissage pour hélicoptères dans plusieurs wilayas en plus d'autres mesures et la mobilisation des ressources humaines pour éviter ce qui s'est passé l'été 2022. Le ministre a insisté sur "la nécessaire prévention des incendies de forêts", préconisant à ce propos d'associer l'ensemble des intervenants dont la société civile et les médias à la sensibilisation et à l'importance de cette prévention.

Sarah O.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

12 morts et 491 blessés en 72 heures

Douze personnes ont trouvé la mort et 491 autres ont été blessées dans 400 accidents de la circulation survenus ces dernières 72 heures à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué, hier, un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, 6 personnes décédées par noyade dans des plages, oueds, réserves d'eau et retenues collinaires ont été enregistrées dans les wilayas de Béjaïa, Laghouat, Tébessa, Oum El Bouaghi et M'Sila. Il s'agit de deux personnes âgées de 16 et 18 ans décédées par noyade dans des plages autorisées à la baignade à Souk El-Thenine et Tichy (Béjaïa), d'une autre de 26 ans décédée noyée dans une piscine à Laghouat, d'une quatrième de 16 ans décédée dans une retenue collinaire à Bir El Ater (Tébessa), d'une personne de 20 ans décédée noyée dans un oued d'Oum El Bouaghi et d'un adolescent âgé de 16 ans repêché dans une retenue collinaire à M'Sila. Concernant la lutte contre les incendies, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 10 incendies notamment à travers les wilayas d'Alger, Aïn Témouchent, Chlef, M'Sila, Médéa et Ouargla, ayant causé des brûlures de 1^{er} degré à 4 personnes suite à l'incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'une habitation à Ténès. Les éléments de la Protection civile sont, également, intervenus pour lutter contre les incendies de maquis et broussailles ainsi que les récoltes durant les dernières 72 heures. Il sont intervenus pour l'extinction de 60 incendies dont 6 de forêts, 5 de Maquis, 14 de broussailles, 9 de récoltes, 10 incendies d'arbres fruitiers, 10 incendies de bottes de foin et 6 incendies de palmiers.

R. S.

INHUMÉ HIER AU CIMETIÈRE D'EL-ALIA À ALGER

Le moudjahid Salim Saâdi rejoint sa dernière demeure

Le moudjahid et ancien colonel de l'Armée nationale populaire (ANP), Salim Saâdi, décédé à l'âge de 87 ans, a été inhumé hier après-midi au cimetière d'El-Alia à Alger. Étaient présents à la cérémonie d'inhumation le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, ainsi que plusieurs moudjahidine et compagnons du regretté, ses proches et un grand nombre de citoyens. Prononçant une oraison funèbre à cette occasion, M. Rebiga a rappelé que Salim Saâdi était l'un des moudjahidine qui ont eu "l'honneur de contribuer à l'indépendance" et qui se sont distingués par "un parcours honorable dans la lutte pour la libération". Après l'indépendance, le défunt a accompli "son devoir dans la construction de l'Algérie en toute loyauté". Ce faisant, "il a mis toute sa compétence au service de son pays, donnant ainsi les plus belles images de dévouement, de don de soi et de sacrifice pour le développement et la prospérité de l'Algérie", a dit le ministre. Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait adressé un message de condoléances à la famille du moudjahid et ancien colonel de l'ANP, Salim Saadi. Né le 25 octobre 1936 à Sétif, le défunt a rejoint les rangs de la Révolution en 1958 dans la région frontalière de l'est, où il participa à de nombreuses batailles le long de la frontière est et sur la ligne Morice. Après l'indépendance, Salim Saadi a rejoint les rangs de l'ANP, où il occupa plusieurs postes. Entre 1979 et 2002, il a assumé divers portefeuilles ministériels, dont l'Agriculture, l'Industrie lourde, l'Intérieur et les Transports.

R. N.

LES VERTS

ÉLIMINATOIRES DU MONDIAL-2026

Les Verts fixés sur les huit sélections évitées

Le tirage au sort des éliminatoires africaines de la Coupe du monde de 2026 aura lieu mercredi 12 juillet. La sélection algérienne est assurée d'être versée dans le pot 1 qui compte les neuf premières équipes africaines au classement Fifa du mois de juillet qui a été publié jeudi.



Phs : DR

Ainsi, les Verts sont désormais assurés de ne pas croiser sur leur chemin menant vers la prochaine édition du Mondial, que vont organiser conjointement les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, le Maroc, le Sénégal, la Tunisie, le Nigéria, le Cameroun, le Mali et la Côte d'Ivoire.

La bande à Djamel Belmadi pointe toujours à la quatrième place sur le plan africain, après avoir gagné contre l'Ouganda, pour le compte de la 5e journée des éliminatoires de la

CAN-2024, et fait match nul, en amical, contre la Tunisie à Annaba, lors des deux matchs qu'elle a disputés dans le cadre de la fenêtre Fifa du mois de juin.

En conservant cette quatrième place, la sélection algérienne évitera ainsi les huit autres meilleures équipes du continent pendant les qualifications au prochain rendez-vous footballistique planétaire, qui demeure l'objectif suprême de Djamel Belmadi après avoir échoué de peu à qualifier les Fennecs au précé-

dent Mondial de Doha. Les sélections africaines seront réparties sur neuf groupes de six chacune. À l'issue des dix rencontres, que chaque équipe jouera pour la circonstance, le premier de chaque poule validera directement son ticket pour le Mondial-2026, alors que les quatre meilleures deuxièmes disputeront le 10e et dernier billet de la zone Afrique.

À la lumière du classement Fifa du mois de juin, d'aucuns parmi les observateurs estiment que le chemin est balisé

pour les camarades de Mahrez pour composer leur billet pour le Mondial, en évitant d'affronter les grosses cylindres lors des qualifications.

Mais ce n'est pas du tout l'avis de Belmadi qui ne cesse de mettre en exergue les progrès réalisés par les sélections africaines. Les résultats de la précédente journée des éliminatoires de la CAN en sont d'ailleurs une parfaite illustration, selon ses dires.

Hakim S.

ORGANISATION DE LA CAN-2025

La crédibilité de la CAF remise en cause

La crédibilité de la confédération africaine de football (CAF) est désormais remise en cause après le récent "dérapage" du président de la Fédération marocaine de football (FRMF), membre du comité exécutif de la CAF, Fouzi Lekjaâ.

Ce dernier a surpris tout le monde en annonçant que son pays, le Maroc, va abriter la prochaine CAN-2025, au moment où la première instance footballistique continentale n'a pas encore rendu son verdict dans ce dossier, qui concerne aussi l'Algérie, l'autre pays candidat pour accueillir ce grand événement africain.

En effet, lors d'un discours devant l'assemblée nationale, Lekjaâ, également membre du gouvernement d'El-Makhzen, a laissé entendre que son pays organisera la Coupe d'Afrique des Nations, mettant ainsi la crédibilité de la CAF en doute.

« Le stade de Fès aura l'honneur d'accueillir des matches de la CAN 2025 que



le Maroc organisera. Un stade qui aura également l'honneur d'accueillir d'autres événements de grandes dimensions», a-t-il annoncé.

La déclaration de Fouzi Lekjaâ a vite fait réagir les observateurs. Certains d'entre eux, à l'image de Hafid Derradji, ont appelé la Fédération algérienne de Football à car-

rément retirer son dossier de candidature. « La Fédération algérienne de football est interpellée pour retirer le dossier de sa candidature pour l'organisation de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations de 2025, après les déclarations du président de la Fédération marocaine de football devant les députés

du Parlement marocain, indiquant que son pays allait accueillir la compétition avant que la Confédération africaine ne fasse connaître sa décision», a écrit Derradji sur son compte Facebook.

Les propos de Lekjaâ contrastent aussi avec les dernières déclarations du président de la FAF, Djahid Zefizef, en marge de l'assemblée générale ordinaire de son instance, tenue lundi passé à Alger.

Le patron de la FAF, dont l'avenir à la tête de cette structure s'annonce incertain, a fait savoir que le dossier de candidature de l'Algérie pour accueillir la CAN-2025 est "en bonne voie", rappelle-t-on.

Le verdict officiel de la CAF au sujet du pays qui sera appelé à abriter l'événement en question devrait être rendu le 12 juillet lors du congrès de la première instance footballistique continentale, initialement prévu au Bénin, mais qui devrait être délocalisé en Côte d'Ivoire.

H. S.

LIGUE 1 MOBILIS (26^E JOURNÉE)

Le CRB pour oublier "Dame Coupe", duel à distance pour le maintien

Le leader du championnat de Ligue 1 Mobilis, le CR Belouizdad, sera face à une belle occasion de se rapprocher d'un 4^e titre de rang en recevant l'ASO Chlef, alors que les mal-classés livreront un duel à distance pour le maintien, à l'occasion de la 26^e journée prévue samedi dans son intégralité.

PH: OCS



Battu en finale de la Coupe d'Algérie par l'ASO Chlef (1-2, après prolongation), le Chabab (1^{er}, 54 pts) aura à cœur de se refaire une santé et relever la tête face à un adversaire qui l'a privé d'un éventuel doublé historique. Une victoire du CRB lui permettra de se rapprocher d'un titre qui lui tendait les bras depuis pratiquement le début de la deuxième phase du championnat. De son côté, l'ASO (10^e, 33 pts) se rendra à Alger pour revenir avec au moins le point du nul pour, elle qui ambitionne de sceller son maintien avant les deux dernières journées. Le poursuivant immédiat du leader, le CS Constantine (2^e, 46^e) effectuera un péril déplacement à Magra pour y affronter le NCM (14^e - 29 pts). Ce match aux objectifs diamétralement opposés, sera lourd de conséquences pour l'une ou l'autre équipe. Les "Sanafirs" tiennent énormément à leur place de dauphin, qualificative à la lucrative compétition de la Ligue des champions, alors que le NCM veut à tout prix éviter, d'accompagner le malheureux HB Chelghoum Laïd à l'enfer du palier inférieur. Tous les regards seront braqués mardi vers le stade du 20 août de Béchar, qui abrite le principal choc de la 26^e journée entre la JS Saoura (6^e, 37 pts) et la JS

Kabylie (11^e, 31 pts). Le représentant du Sud-Ouest algérien reste toujours en lice pour une place au podium, à la seule condition de grappiller le maximum de points lors des cinq matchs restant à jouer. Les "Canaris" auteurs d'une excellente "remontada" lors de la phase "retour", et auréolés par leur belle victoire aux dépens du MC Alger (2-0), sont fermement décidés à vendre chèrement leur peau à Béchar même.

LE PAC EN PÉRIL DU CÔTÉ DES HAUTS PLATEAUX

Le stade du 8 mai 1945 de Sétif, sera également le théâtre d'une confrontation cruciale entre l'ES Sétif (3^e, 39 pts) et le Paradou AC (15^e, 28 pts). Les locaux du coach Dziri Bilal sont en course pour une place sur le podium, alors que les visiteurs joueront un véritable quitte ou double, pour leur survie parmi l'élite. C'est pratiquement le même enjeu qui concernera le match RC Arbaâ (14^e, 29 pts) et l'USM Alger (3^e, 39 pts). Les "Bleu et Blanc" souvent intraitables à domicile, auront affaire au récent vainqueur de la Coupe de la Confédération, qui commence à payer cher, les durs efforts déployés lors de son périple continental, comme l'atteste sa défaite concédée mardi en déplacement face à la JS Saoura (2-0). Le MC

LIGUE 1 MOBILIS

Le calendrier mis à jour, les 16 clubs repartiront de plus belle

Avec le déroulement du match JS Saoura-USM Alger (2-0) mardi soir à Béchar, le calendrier du championnat de Ligue 1 Mobilis de football est désormais mis à jour, au moment où la course pour le maintien et le titre est complètement relancée, à cinq journées de l'épilogue. Désormais, l'ensemble des 16 pensionnaires de l'élite du football national ont joué 25 matchs chacun, ce qui donnera lieu à une fin de saison à suspense, aussi bien dans le haut que le bas du tableau.

Après presque un mois de repos forcé pour la plupart, les équipes reprendront du service samedi avec le déroulement de la 26^e journée. Contrairement à la phase aller, clôturée dans les délais en décembre, la deuxième phase de la compétition a été fortement perturbée par le report de plusieurs rencontres, ce qui a contraint la Ligue de football professionnel (LFP) à décaler la fin du championnat au 15 juillet au lieu du 4 juillet. En raison des compétitions africaines interclubs, la pro-

grammation de la phase retour a été perturbée par le déroulement du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (décalé à 2023), réservé aux joueurs locaux, disputé en Algérie du 13 janvier au 4 février.

La LFP a été dans l'obligation de modifier le calendrier de la fin du championnat à deux reprises, suite à la demande formulée par l'USM Alger de reporter ses matchs, en raison de la présence de pas moins de six joueurs, convoqués en sélections algérienne et libyenne (Zakaria Al-Haraisih, NDLR), lors de la précédente fenêtre internationale (12-20 juin).

L'instance chargée de la gestion de la compétition, dirigée par Abdelkrim Medouar, a indiqué dans un communiqué avoir "regretté le changement du calendrier du championnat professionnel pour des raisons indépendantes de sa volonté."

LE CRB, LE DESTIN ENTRE LES MAINS

Lassées par un championnat qui va se terminer au-delà du délai

fixé initialement, les équipes de la Ligue 1 Mobilis vont devoir retravailler les manches pour aborder la dernière ligne droite, où chacune tentera d'atteindre l'objectif assigné.

Dans le haut du tableau, le CR Belouizdad, solide leader avec huit points d'avance sur son poursuivants direct le CS Constantine, est bien parti pour aligner un quatrième titre de rang.

Le Chabab, battu sans gloire en finale de la Coupe d'Algérie par l'ASO Chlef (2-1, après prolongation) le 22 juin à Oran, a le destin entre les mains pour conforter sa suprématie et décrocher le 10^e titre de son histoire. Juste derrière, le CSC (2^e, 46 pts), en ballottage favorable pour conserver sa deuxième place, n'est pas à l'abri d'un retour du trio USMA-MCA-ESS, logé ensemble à la 3^e place avec 39 points chacun. L'enjeu de la 2^e place, qualificative à la Ligue des champions, sera important et va se jouer certainement jusqu'à la dernière journée. Concernant la troisième place, la consécration des Chéliens en "Dame Coupe" a

fait qu'elle n'est plus qualificative pour la Coupe de la Confédération de la CAF.

En sa qualité de détentrice du trophée, l'USM Alger représentera l'Algérie à la prochaine édition en compagnie de l'ASO. Dans la course au maintien, les cinq dernières journées seront palpitantes et incertaines, puisque l'identité du deuxième relégué, en compagnie de la lanterne rouge le HB Chelghoum Laïd, ne sera pas connue probablement avant l'ultime journée.

Et pour cause, la bataille sera rude entre pas moins de six clubs, dont l'écart est de cinq points seulement. Ainsi, l'ASO Chlef (33 pts), la JS Kabylie (31 pts), l'US Biskra (31 pts), le NC Magra (30 pts), le RC Arbaâ (29 pts), et le Paradou AC (28 pts), vont lutter jusqu'au bout pour assurer leur survie parmi l'élite.

"Ainsi, la fin du championnat s'annonce palpitante dans la course pour le maintien, où le moindre faux pas sera fatal pour les équipes concernées par la relégation.

MC ORAN

L'AG ordinaire du CSA fixée au 10 juillet

Le club sportif amateur (CSA) du MC Oran, qui détient désormais la majorité des actions de la Société sportive par actions (SSPA) du club, tiendra, le 10 juillet prochain, son assemblée générale ordinaire (AGO), a-t-on appris de sa direction. Le passage du club sous la houlette de la compagnie "Hyproc", spécialisée dans le transport maritime des hydrocarbures, sera, entre autres dossiers, abordé au cours de ce rendez-vous, souligne-t-on. Il sera également question pour l'ex-président du CSA, Chemeddine Bensenouci, de présenter ses bilans aux membres de l'AG, sachant qu'il s'est retiré de son poste, il y a quelques mois, et remplacé par son vice-président, Bachir Sbaa, l'ancien portier du MCO dans les années 1980. Bachir Sbaa préside un directoire chargé de la gestion de l'équipe de football qui évolue en Ligue 1, mais qui traverse une situation délicate sur le plan financier, ayant conduit, en début de semaine, les joueurs à boycotter deux séances d'entraînements. Des discussions sont engagées entre le CSA/MCO et Hyproc pour transférer la propriété du club vers cette filiale de Sonatrach. Les membres de l'AG devront, du reste, approuver cette option lors de leur conclave du 10 juillet, après que les actionnaires de la SSPA ont cédé leurs portefeuilles "à titre gracieux" au CSA, précise-t-on encore de même source. Outre le football, le MCO dispose d'une seule autre section gérée par la direction du CSA, à savoir, le handball, dont l'équipe première vient de perdre sa place parmi l'élite, rappelle-t-on.

INTER-LIGUES

Le WA Tlemcen sommé de payer une amende de plus de 1,5 million DA

Le WA Tlemcen, relégué en division inter-régions de football, sera dans l'obligation de s'acquitter d'une amende dépassant les 1,5 million de dinars pour pouvoir s'engager en compétition la saison prochaine, a-t-on appris de la direction du club. Cette amende a été infligée au club pour "absence d'un entraîneur principal" sur la main courante lors des derniers matchs du championnat de Ligue 2, précise-t-on. Lors des huit derniers matchs du championnat, les responsables du WAT ont confié la barre technique de leur équipe à leur milieu de terrain, Lyes Sidhoum, qui a fait son retour à l'équipe l'été passé en tant que joueur, mais il n'a pas été qualifié en raison des dettes du club. La nomination de l'ancien joueur de l'ES Sétif et du NA Hussein-Dey aux commandes techniques des Bleu et Blanc, malgré qu'il n'a pas le diplôme requis, est intervenue après le départ de Karim Zaoui. Ce dernier n'a tenu en poste que l'espace de deux mois, sachant qu'il avait lui aussi succédé à Boualem Menkour, le technicien émigré qui avait atterri au WAT lors de l'intersaison. Ayant terminé 15^e et avant-dernière au classement du championnat de Ligue 2 (Gr. Centre-Ouest), la formation des Zianides évoluera pour la troisième fois dans l'histoire du club en troisième division. La dernière fois où elle y a joué remonte à l'exercice 2016-2017. Le WAT, dont le palmarès est riche de deux coupes d'Algérie (1998 et 2002) et une coupe arabe des clubs (1998), est en train de vivre ses pires moments depuis quelque temps. Sa relégation en inter-régions, à l'issue de l'exercice passé, est sa deuxième de suite, puisque, pas plus tard que l'exercice 2021-2022, cette équipe évoluait en Ligue 1. Dans les milieux du club, on espère enclencher la résurrection dès la saison prochaine. Mais cela passe d'abord par l'apurement des dettes du WAT envers anciens joueurs et entraîneurs. Lesquelles dettes sont estimées à plus de 150 millions de dinars, rappelle-t-on.

À UN AN DE L'EURO 2024

L'Allemagne est plus que jamais en danger !

Éliminée en phase de poules des deux dernières Coupes du monde et décevante à l'Euro 2020, l'Allemagne est bien loin de sa période faste entre 2006 et 2016 avec une présence constante dans le dernier carré des compétitions. En perte de vitesse, en perte de ferveur et en perte d'identité, cette équipe qui manque encore de relève inquiète gravement à un an de l'Euro 2024 qui se déroulera sur ses terres...

«Et, à la fin, c'est nous qu'on gagne, c'est nous la Mannschaft ou encore «le football est un sport qui se joue à onze contre onze, et à la fin, c'est l'Allemagne qui gagne.» Les expressions vantant la suprématie du football allemand et sa domination d'un rouleau compresseur sont nombreuses, mais semblent aujourd'hui bien lointaines. Déjà le terme "Mannschaft" qui désigne l'équipe nationale qui a été remise au goût du jour par la fédération allemande après la victoire lors de la Coupe du Monde 2014 est mort et enterré. Jugé trop arrogant et même irrespectueux envers les adversaires, ce terme a été retiré. Quand on voit les résultats depuis cette victoire historique, on peut se dire aussi qu'il n'est plus vraiment d'actualité. Maintenant tout de même le cap à l'Euro 2016 avec une défaite en demi-finale contre la France (2-0) qui n'avait rien de honteux, l'équipe alors coachée par Joachim Löw avait bien réagi en remportant la toute dernière Coupe des Confédérations en 2017 face au Chili (1-0). Depuis en revanche, cela ressemble à une lente agonie.

Parmi les favoris de la Coupe du monde 2018 comme le Brésil, la France, la Belgique ou encore le Portugal, les Allemands ont vite pris le chemin de l'aéroport en terminant d'une poule certes relevée, mais accessible où on retrouvait le Mexique, la Suède et la Corée du Sud. Au bord de l'élimination à ce même stade de la compétition lors de l'Euro 2020, les joueurs de Joachim Löw s'en sortaient de justesse grâce à un nul face à la Hongrie (2-2) pour terminer à la deuxième place entre la France et le Portugal. Face à l'Angleterre au stade des huitièmes de finale, l'Allemagne ne faisait pas illusion et devait rentrer bredouille (2-0). Exit alors Joachim Löw, Hans-Dieter Flick est arrivé ensuite avec la volonté d'insuffler un nouveau souffle. Si des joueurs comme Kai Havertz, Jamal Musiala ou encore Joshua Kimmich ont gagné en influence et qu'un petit renouvellement à certains postes a commencé à s'opérer, le constat est encore plus inquiétant. Prenant un coup sur la tête face au Japon (défaite 2-1), malmené par l'Espagne (1-1), l'Allemagne sortait de nouveau au stade de la phase de poules en Coupe du monde malgré une victoire contre le Costa Rica (4-2). Un nouveau constat d'échec.

UNE SÉLECTION EN PLEINE CRISE

Épargné malgré cette contre-performance majeure, le sélectionneur Hans-Dieter Flick a été conforté en



due de l'Euro 2024 qui se disputera en Allemagne. Vainqueur du trophée à 3 reprises (record partagé avec l'Espagne), l'Allemagne court après ce titre depuis 1996 et n'a pas connu de finale depuis 2008 (défaite 1-0 face à l'Espagne). La tâche s'annonce importante et le chantier colossal. Des choses ont été tentées sur les derniers rassemblements avec le retour de Florian Wirtz depuis sa longue blessure, l'installation de Marc-André ter Stegen comme numéro 1 (Manuel Neuer étant blessé) ou l'incorporation de certains jeunes comme Malick Thiaw (AC Milan), Joshua Vagnoman (Stuttgart), Kevin Schade (Brentford) ou Felix Nmecha (Wolfsbourg). Là encore le rendu est assez dramatique. Ne trouvant pas la solution que ce soit en 4-2-2-2 ou 3-1-4-2, Hans-Dieter Flick tâtonne et les résultats inquiètent.

Depuis la victoire 2-0 contre le Pérou du 25 mars dernier, l'Allemagne a enchaîné 3 défaites en 4 matches soit 3-2 contre la Belgique (en reconstruction), 1-0 contre la Pologne (qui a perdu contre la Moldavie) et 2-0 contre la Colombie (absente du Championnat Mondial). Le match nul contre l'Ukraine (3-3) est également très inquiétant et témoigne d'une fébrilité encore trop importante de la défense allemande. «De toute évidence, cela ne suffit pas. C'est dramatique ! Nous nous sommes encore remis. Les entraînements étaient de haut niveau, mais on ne le comprend pas du tout sur le terrain. Vous pouvez trouver de bonnes périodes, mais dans l'ensemble, c'est beaucoup trop peu», expliquait Leon Goretzka après la dernière défaite contre les Cafeteros. Comme en 2006, deux ans après l'échec de l'Euro 2004, la solution peut venir avec une nouvelle génération à l'instar des Bastian Schweinsteiger, Lukas Podolski ou Philipp Lahm qui auront porté l'Allemagne à la troisième place, mais celle-ci ne semble pas arriver.

UN EFFECTIF BANCAL

Si on se penche sur l'effectif allemand, on constate que l'effectif est vieillissant et manque de qualité à certains postes notamment en défense. Dans les buts, l'Allemagne dispose de 4 grands gardiens avec Manuel Neuer (Bayern Munich), Marc-André ter Stegen (FC Barcelone), Bernd Leno (Fulham) et Kevin Trapp (Frankfurt), mais ils ont tous minimum 31 ans et personne ne semble pointer le bout de

FIFAGATE

Le Paraguayen Napout va bénéficier d'une "libération compassionnelle"

L'ancien président de la Confédération sud-américaine de football Juan Angel Napout, qui purge une peine de neuf ans de prison aux États-Unis à la suite du scandale de corruption connu sous le nom de Fifagate, va bénéficier d'une "libération compassionnelle", a annoncé jeudi sa famille. L'ancien dirigeant, âgé de 65 ans et malade des yeux, sera libéré mercredi d'une prison de Miami en vertu d'une décision prise par un juge new-yorkais. Il devait en principe être incarcéré jusqu'au 24 août 2024 selon la sentence prononcée par un tribunal de New York. "La juge américaine Pamela Chen a ordonné que la peine soit considérée comme purgée le 5 juillet", a déclaré la sœur de l'ancien dirigeant, Virginia Napout, à des journalistes à Asuncion. Selon ses avocats, Napout a perdu un œil à cause d'une maladie pendant son incarcération et court le risque de perdre l'autre. Ses défenseurs ont demandé qu'il soit opéré ou que, à défaut, il bénéficie d'une "libération compassionnelle" pour pouvoir se faire soigner au Paraguay. La semaine dernière, Victoria Napout avait déclaré à la presse que son frère avait été "conduit à l'hôpital pour la quatrième fois, mais seulement pour des examens". "(Il) est en train de devenir aveugle et si on ne l'opère pas il deviendra aveugle en prison, loin de nous. C'est une violation basique de ses droits humains", avait-elle dit. Lors d'une comparution devant le juge le 22 juin en visio-conférence, Juan Angel Napout avait demandé à être opéré. Le Paraguayen a été condamné pour avoir touché dix millions de dollars de pots-de-vein en échange de l'octroi de droits de retransmission télévisée de matches de football. Il avait été arrêté en Suisse le 3 décembre 2015 puis extradé aux États-Unis et assigné à résidence en Floride jusqu'à son procès en 2018. Une vingtaine de dirigeants ont été jugés dans le cadre du Fifagate, qui a secoué le football à partir de 2015.

MLS

L'ex-sélectionneur argentin Tata Martino rejoint Messi à l'Inter Miami

Tata Martino, ancien entraîneur de Barcelone et ex-sélectionneur de l'Argentine, a été nommé sur le banc de l'Inter Miami, dans le championnat nord-américain de football (MLS), où il va retrouver Lionel Messi, a annoncé mercredi le club de Floride. Son arrivée à l'Inter Miami était pressentie depuis l'annonce de la venue de la superstar argentine, au début du mois. Gerardo "Tata" Martino a dirigé le septuple Ballon d'Or au FC Barcelone (2013-14) et en sélection nationale (2014-2016). Agé de 60 ans, l'entraîneur argentin, qui était sélectionneur du Mexique jusqu'à la Coupe du monde au Qatar, a déjà officié dans le championnat nord-américain, décrochant le titre en 2018 à la tête d'Atlanta United. "Nous sommes très heureux de pouvoir accueillir Tata à l'Inter Miami, a commenté Jorge Mas, copropriétaire du club floridien. Nous estimons que c'est un entraîneur qui correspond à nos ambitions et nous sommes optimistes dans notre capacité à les réaliser ensemble." L'Inter Miami a secoué la planète football en négociant la venue de Lionel Messi, qui devrait faire ses débuts en MLS le 21 juillet. Après la fin de son aventure au PSG, le champion du monde âgé de 35 ans avait le choix entre trois destinations: un retour au bercail à Barcelone, son club formateur, l'appel des pétrodollars de l'Arabie saoudite, ou la Major League Soccer, de l'autre côté de l'Atlantique. En annonçant le 7 juin dernier qu'il avait opté pour la Floride, il a offert un exceptionnel coup de projecteur sur la MLS. Un autre ancien du Barça, Sergio Busquets, est en approche: l'Inter Miami a annoncé le week-end dernier l'arrivée prochaine du milieu de terrain espagnol, qui a côtoyé Messi au Barça pendant une vingtaine de saisons, années de formation comprises. D'après Jorge Mas, cinq autres transferts pourraient suivre.

BAYERN MUNICH

Osimhen dans le viseur

Alors qu'on pensait le Bayern Munich concentré sur le dossier Harry Kane, il travaille en parallèle sur une autre piste pour le poste de buteur. Une piste validée par l'entraîneur Thomas Tuchel.

Le marché du neuf est porteur. Chelsea, Manchester United, le Bayern Munich, le PSG et peut-être le Real Madrid, voilà autant de cadors européens à la recherche d'un nouveau buteur d'envergure. Cela promet donc un immense jeu de chaises musicales. Reste à savoir qui va lancer la musique. Probablement le Bayern, puisque le club munichois a déjà bien avancé ses pions concernant Harry Kane. Seulement, si un accord semble avoir déjà été conclu avec l'attaquant anglais, le plus difficile commence avec les négociations avec Tottenham et son président Daniel Levy. Une première offre a été repoussée et les dirigeants bavarois se



demandent s'il est opportun d'investir plus de 70 M€ sur un joueur de bientôt 30 ans.

OSIMHEN A DÉJÀ DIT OUI AU BAYERN

Dans les colonnes de La Gazzetta dello Sport, il est en tout cas fait état d'un vrai retour de flamme pour Victor Osimhen, l'une des stars annoncées de ce mercato estival. Déjà parce qu'il est plus jeune (24 ans), ensuite parce que Thomas Tuchel l'adore et aurait déjà demandé à le recruter quand il officiait du côté de Chelsea. Mais voilà, Osimhen coûte aussi très cher si

l'on en croit la volonté du président De Laurentiis de le vendre à 180 M€.

Le journal italien assure que le Bayern a déjà l'accord du joueur de rejoindre la Bavière cet été. Comme nous vous l'avions révélé, l'ancien Lillois privilégie la Premier League et le Bayern, loin devant le PSG, autre courtisan annoncé. Un transfert semble donc réalisable, mais il faudra trouver un terrain d'entente avec le Napoli. Cela tombe bien, les deux clubs sont déjà en affaire pour le défenseur sud-coréen Kim Min-Jae, en passe d'être recruté par le Bayern...

MATCHES TRUQUÉS AU BRÉSIL

Santos résilie le contrat d'un joueur

Le club de Santos a résilié le contrat d'un de ses joueurs, Eduardo Bauermann, impliqué dans un scandale de matches truqués qui secoue le football brésilien, a déclaré le club jeudi. Le défenseur, âgé de 27 ans, a signé la résiliation de son contrat "d'un commun accord avec Santos", qui est connu pour être l'ancien club de Pelé et de Neymar. Bauermann est l'objet d'une enquête de la justice de l'Etat de Goias (centre du Brésil) qui a mis au jour en novembre une organisation criminelle dédiée au truchage de matches de football de première et deuxième divisions. Le gang avait corrompu des joueurs d'équipes comme Santos, Red Bull Bragantino ou Cuiaba en leur donnant de l'argent pour réaliser certains faits de jeu précis, comme recevoir un carton jaune ou rouge, sur lesquels des paris étaient placés. Au début du mois, Bauermann a été suspendu douze matches par les autorités sportives mais il a échappé au bannissement à vie du football parce qu'il n'avait finalement pas accepté de faire ce qui lui était demandé par les fraudeurs et avait rendu l'argent.

Lucas Hernandez se rapproche du PSG

Le défenseur international français du Bayern Munich Lucas Hernandez devrait prochainement rejoindre le Paris SG pour 40 millions d'euros, indique L'Equipe jeudi. "Ce n'est pas encore signé, mais bientôt", a expliqué cette source, mettant en avant que le PSG avait obtenu la moitié du prix initialement demandé par le club bavarois. Le champion du monde 2018 va ainsi contribuer à remettre un peu de l'ordre chez le champion de France 2023, où il devrait retrouver Kylian Mbappé et Presnel Kimpembe, ses deux coéquipiers lors du sacre mondial en Russie il y a cinq ans. Lucas Hernandez (27 ans), formé à l'Atlético de Madrid, avait rejoint le Bayern en 2019. L'international (33 sélections, 0 but) s'est blessé au début du premier match de la France à la Coupe du monde 2022 au Qatar, victime d'une rupture du ligament croisé du genou droit contre l'Australie. Il n'a plus joué en compétition depuis. Outre Hernandez, Paris a déjà bouclé les signatures en défense du Slovaque Milan Skriniar (Inter Milan), du milieu défensif uruguayen Manuel Ugarte (Sporting Portugal) et de l'attaquant espagnol Marco Asensio (Real Madrid). Mais le club n'a pas encore officialisé leurs arrivées. Le PSG doit également annoncer "la semaine prochaine" la nomination de son nouvel entraîneur qui devrait être Luis Enrique, une fois qu'il aura mené à terme les négociations pour le départ de Christophe Galtier, le technicien en place. Il restera aux responsables parisiens à clarifier l'avenir de Kylian Mbappé, le sujet le plus épineux de leur mercato. Le joueur vedette du PSG a fait savoir à ses dirigeants qu'il ne leverait pas l'option pour une année supplémentaire et se retrouverait en fin de contrat en juin 2024, libre alors de signer gratuitement dans un autre club.

ASTON VILLA

L'ambitieux projet du duo Unai Emery - Monchi

Aston Villa prépare un été pour le moins ambitieux, mené d'une main de maître par le duo espagnol Emery-Monchi.

En Angleterre, il y a plusieurs clubs à la mode en ce moment. C'est le cas de Newcastle forcément, qui a fait mentir tout le monde en réussissant l'exploit de se qualifier pour la prochaine édition de la Ligue des Champions. Brighton fait aussi partie de ses clubs un peu moins huppés mais qui régaleront tout le monde outre-Manche et dans le monde du football de façon générale. En revanche, en France, on a tendance à oublier Aston Villa, qui a pourtant terminé à la septième position, devant des clubs comme Tottenham ou Chelsea. L'écurie de Birmingham a notamment réalisé une belle deuxième partie de saison, et

les Villans d'Unai Emery récoltent beaucoup d'éloges chez nos voisins anglais.

Et cet été, la formation anglaise a frappé un joli coup en s'attachant les services de Monchi. Mateu Alemany, qui occupe des fonctions de directeur général à Barcelone, était le plan A, mais il a finalement décidé de rester en terres catalanes. Quoi qu'il en soit, le nouveau directeur sportif espagnol du club viendra apporter toute son expertise et sa connaissance de différents marchés à un club qui, jusqu'ici, se contentait principalement de faire ses emplettes sur la scène nationale. Et surtout, il sera au service d'un entraîneur qu'il connaît à merveille, et saura répondre parfaitement aux besoins et aux demandes du tacticien basque. Ce dernier en est d'ailleurs bien conscient, et

c'est Emery qui avait décroché son téléphone pour convaincre Monchi de venir. Généralement, c'est l'inverse !

UNE PREMIÈRE RECRUE "GALACTIQUE" ?

Pour l'instant, c'est assez calme du côté du Villa Park, même si un premier gros coup a déjà été fait : l'arrivée de Youri Tielemans, libre de tout contrat. Le Belge était convoité par bien des clubs en Europe, et a finalement misé sur l'ambitieux projet des Villans.

Un autre joueur très convoité en Europe devrait aussi arriver dans les semaines à venir. Pau Torres, le défenseur international espagnol de Villarreal, serait ainsi tout proche de retrouver son ancien entraîneur du Sous-Marin Jaune en Angleterre. Pourtant convoité par des clubs du calibre du Bayern

Munich, l'Espagnol de 26 ans a décidé de parier sur Aston Villa. Le club a aussi été lié à d'autres joueurs évoluant en Liga, comme Ferran Torres (FC Barcelone) et Nico Williams (Athletic), et Aston Villa est prêt à mettre les moyens pour offrir de jolis renforts à Emery. Le NSWE group, qui appartient aux milliardaires Nassef Sawiris et Wes Edens, ne veut d'ailleurs pas uniquement s'arrêter à l'Angleterre et a récemment fait l'acquisition du Vitoria Guimarães, club portugais, se joignant à la mode de la multipropriété de clubs à la manière d'un Manchester City ou d'un Chelsea. Le début d'un projet qui se veut ambitieux, à la hauteur des deux tout récemment cités, et nul doute qu'Aston Villa va encore donner du fil à retordre aux cadors de Premier League cette saison.

BARÇA

Une offre saoudienne pour Kessié

Joker de luxe depuis son arrivée, le milieu de terrain Franck Kessié (26 ans, 43 apparitions et 3 buts toutes compétitions cette saison) n'est pas certain de poursuivre son aventure au FC Barcelone. Selon Mundo Deportivo, Al-Ahli, qui vient de boucler la venue d'Édouard Mendy en provenance de Chelsea, propose 20 millions d'euros au club catalan pour récupérer l'international ivoirien.

Alors qu'il espère 30 millions d'euros, le champion d'Espagne pourrait se montrer flexible dans ce dossier pour un joueur arrivé librement l'an dernier. Par ailleurs, l'Éléphant n'est pas non plus contre un challenge au sein de l'écurie saoudienne, qui lui offre un salaire annuel net de 10 millions d'euros sur trois saisons.

INTER MILAN

Brozovic va signer à Al Nassr !

Et à la fin... c'est l'Arabie Saoudite qui gagne ! Sur le départ de l'Inter, Marcelo Brozovic (30 ans, 40 matchs et 3 buts toutes compétitions cette saison) avait deux options pour son futur : le FC Barcelone ou Al Nassr. Alors qu'il a longtemps donné sa priorité à la formation catalane, le milieu de terrain croate s'est "résigné" à rejoindre le club saoudien, annonce le journaliste Fabrizio Romano.

En effet, les dirigeants blaugrana n'ont pas souhaité déboursés les 23 millions d'euros proposés par l'équipe de Cristiano Ronaldo, qui avait déjà un accord avec le vice-champion d'Europe. A force d'attendre, l'ancien joueur du Dinamo Zagreb a finalement dit oui à Al Nassr, où il percevra 100 millions d'euros sur trois années entre son salaire et sa prime à la signature.

Pour rappel, Hakim Ziyech (Chelsea) va également rallier l'écurie de Riyad, en bonne position pour récupérer Seko Fofana (Lens). Sans compter David Ospina, Alvaro Gonzalez, Luiz Gustavo ou encore Anderson Talisca, Al Nassr va pouvoir s'appuyer sur un effectif particulièrement riche.

JUVENTUS

Zaniolo ouvre grand la porte

Comme nous vous l'indiquions mi-juin (voir ici), le milieu offensif de Galatasaray Nicolò Zaniolo (23 ans, 10 apparitions et 5 buts en championnat cette saison) a d'ores et déjà donné son accord pour rejoindre la Juventus. L'international italien a décidé de prendre la parole publiquement pour dire tout l'amour qu'il porte pour la Vieille Dame. "La Juve, c'est la Juve, même sans Ligue des Champions ou coupes internationales. Je supporte les Bianconeri depuis petit, mon idole était Pogba. Jouer à la Juve me ferait plaisir, a prévenu le Transalpin dans des propos repris par La Gazzetta dello Sport. On parle d'un grand club. S'il y a une opportunité qui rend heureux les trois parties, tant mieux. Sinon, je suis très bien en Turquie."

BATNA. UNITÉ DE L'ALGÉRIENNE DES CUIRS ET DÉRIVÉS

Plus de 30 000 peaux moutons récupérées

L'unité de l'Algérienne des cuirs et dérivés (ACED), située dans la zone industrielle de Batna, a réceptionné, jusqu'à jeudi après-midi, plus de 30.000 peaux de moutons sacrifiés durant l'Aïd El Adha, a indiqué le directeur de cette entreprise, Yahia Ghersa.

Le responsable a affirmé, dans une déclaration à l'APS, que la quantité collectée jusqu'à présent auprès de certaines communes de la wilaya, comme Tilatou, Batna, Tigharghar et Larbaâ, ainsi que des wilayas voisines telles que Constantine, Khenchela, Tebessa, Setif, Skikda et Bordj Bou Arreridj, est proche, du nombre recueilli durant la même période de l'année dernière (31.000). Le même responsable a indiqué que l'opération se poursuivait encore dans l'après-midi de jeudi. Il est attendu, cette année, que la quantité de peaux réceptionnées soit "très importante" à la fin de l'opération de collecte, a encore indiqué M. Ghersa, rappelant que l'année dernière, 2.100 pièces avaient été destinées à des unités de transformation. La wilaya de Batna est l'une des wilayas "pilotes" en matière de récupération de peaux de moutons, au même titre que les wilayas d'Alger, de Djelfa, d'Oran, d'Ain Temouchent et de Jijel qui disposent toutes de tanneries, a également affirmé la même source. Le directeur de l'unité de l'ACED a ajouté que tous les moyens humains et matériels ont été mis en place pour le succès de l'opération pour laquelle 5 camions d'une capacité de chargement allant de 2,5 tonnes à 7



PH : DR

tonnes ont été mobilisés pour l'acheminement des peaux directement vers l'unité afin d'éviter leur dégradation, de préserver l'environnement et d'éviter la propagation d'odeurs désagréables. Le directeur de cette unité relevant du groupe GETEX (Société holding des textiles et cuirs) a souligné que la wilaya de Batna compte 3 autres unités dans lesquels sont collectées les peaux, à savoir l'unité de production de chaussures de N'gaous et les tanneries de Barika et d'Ain Djasser. Il a ajouté que le tri des pièces exploitables est effectué sur place dans l'unité par des

techniciens spécialisés, avant que les peaux ne soient transférées directement dans la chaîne de production aussitôt après leur réception en provenance des communes de Batna ou des wilayas voisines. Ce processus se déroule jusqu'à présent, selon M. Ghersa, dans de bonnes conditions grâce à l'engagement de tous les travailleurs de l'unité dans l'effort de valorisation de cette richesse, en respectant certaines conditions: veiller à l'intégrité de la peau après dépouillage, éviter de la laver à l'eau, en plus du salage de la surface intérieure de la toison.

BOUMERDÈS. STATION DE DESSALEMENT D'EAU DE MER DE CORSO

Mise en service prochainement

La station de dessalement d'eau de mer en cours de réalisation à Corso (nord de Boumerdès), sera mise en service prochainement, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Répondant aux questions des élus locaux lors des travaux de la session ordinaire de l'APW, clôturée lundi, le wali de Boumerdes Yahia Yahiatene, a précisé que "l'Etat a arrêté une stratégie pour remédier au problème d'approvisionnement en eau potable, qui prévoit la réalisation de plusieurs stations de dessalement à travers le pays, dont la station de Corso qui

sera mise en service prochainement". Le wali a précisé que les travaux de cette station ont atteint "un taux d'avancement satisfaisant", relevant que "sa capacité de production sera de 80 mille M3/jour". "Une fois mise en service, elle renforcera, a-t-il dit, les capacités d'approvisionnement en eau au profit des communes de l'ouest et du nord de la wilaya, ainsi que les communes de l'Est d'Alger". Le même responsable a fait savoir que "toutes les facilitations sont prévues pour finaliser la réalisation de cette station, d'une superficie totale de 6 hectares, dans les

délais fixés". Ce projet dont les travaux ont débuté en 2022 s'inscrit dans le cadre du programme de développement d'urgence du président de la république, qui prévoit la réalisation de quatre stations similaires dans les wilayas d'Oran, Bejaïa, El Tarf et Alger. Par ailleurs, l'intervenant a souligné que la wilaya avait bénéficié également d'un autre projet pour la réalisation d'une autre station plus grande, qui s'étendra sur une superficie totale de 16 hectares à Cap Djinet (Est). La capacité de production de cette station, dont la réalisation a été lancée der-

nièrement, est de l'ordre de 300 mille m3/jour d'eau dessalée, destinée à renforcer les capacités d'approvisionnement en eau potable pour les habitants de Boumerdès et d'Alger, selon ses explications. À noter que les travaux de la session ordinaire de l'APW ont été marqués par l'examen et l'étude, sur deux jours, d'un nombre de dossiers de développement, à l'instar du dossier de l'environnement de la wilaya, le secteur de l'hydraulique et les eaux potables, ainsi que la régularisation du dossier de l'immobilier qui relève des biens de l'Etat.

TIPASA. PÊCHEURS SINISTRÉS LORS DES INTEMPÉRIES DU MOIS DE MAI

Début de l'opération de versement de l'allocation exceptionnelle

Le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques a annoncé dans un communiqué, le lancement, mardi, de l'opération de versement de la 1^{re} tranche de l'allocation exceptionnelle mensuelle, estimée à trente mille dinars algériens (30.000 DA), au profit des pêcheurs sinistrés suite aux intempéries enregistrées le 25 mai dernier dans la wilaya de Tipasa.

"Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions de Monsieur le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et suite à la publication du décret exécutif promulgué le 12 juin dans le numéro 40 du journal officiel, relatif à l'affectation

d'une allocation exceptionnelle mensuelle d'une valeur de 30.000 DA au profit des pêcheurs impactés par les intempéries qui ont touché les ports de Khemisti, Fouka et Bouharoun dans wilaya de Tipasa, il a été procédé, mardi, au lancement de l'opération de versement de la 1^{re} tranche de ces allocations dans les comptes des pêcheurs sinistrés, et ce jusqu'à l'achèvement des travaux d'aménagement des ports de pêche endommagés", lit-on dans le communiqué.

À rappeler, le président de la République avait décidé, lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il avait présidée le 28 mai dernier, d'affecter 10 milliards de

dinars, du Fonds des catastrophes naturelles pour l'indemnisation des sinistrés des récentes intempéries et de reloger, dans un délai de 48 heures, tous ceux ayant totalement perdu leurs logements. Il avait, en outre, enjoint d'indemniser immédiatement, aux frais de l'Etat, les pêcheurs ayant perdu leurs bateaux de pêche qui constituent leur seule source de revenu".

Le Président Tebboune avait décidé également d'allouer, immédiatement, une allocation aux pêcheurs sinistrés, oscillant entre 20.000 Da et 30.000 Da, jusqu'au réaménagement des ports de pêche endommagés".

MASCARA. RÉSEAU 4G

Mise en service de deux nouvelles stations

Deux nouvelles stations de transmission des services de téléphonie et d'internet haut débit de 4^e génération ont été mises en service, mardi dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris auprès de la Direction opérationnelle d'Algérie Télécom. Les deux stations, situées dans les zones rurales Djabbour et Chadly, relevant de la commune de Mohammadia, permettront à 1.500 abonnés de bénéficier des services du téléphonie et de l'internet haut débit. Cette opération a permis une hausse de ce type d'équipements à 80 stations, exploitées actuellement par plus de 48.000 abonnés, a-t-on ajouté. L'installation et la mise en service de ces deux stations entre dans le cadre du service global d'Algérie Télécom visant à rapprocher les services modernes des citoyens résidant dans les zones rurales et agglomérations secondaires d'habitat, en bénéficiant des avantages techniques téléphoniques sophistiqués de communication dispensés par l'entreprise Algérie Télécom.

MILA. TASSEDANE HEDDADA

Une tentative de vol de liège déjouée et 30 qx récupérés

Une tentative de vol de liège a été déjouée et 30 quintaux de ce produit de forêt ont été récupérés par les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale de Tassedane Heddada (Nord de Mila), apprend-on mardi auprès du groupement de wilaya de ce corps constitué. Exploitant des informations relatives à la tentative de vol de liège en plein forêt de mechta "El Maleh" dans la commune de Tassedane Heddada, la brigade a aussitôt dépêché une patrouille qui a trouvé après ratisage minutieux de la région une quantité de 30 quintaux de liège déposés sur le côté d'une piste à 20 mètres de la route non-classée desservant "El Maleh", selon la même source.

MÉDÉA. HABITAT

Distribution prochaine de 315 logements publics locatifs

Un quota de 315 logements publics locatifs (LPL) établis à travers quatre communes de Médéa sera distribué "bientôt", a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Les communes concernées par cette opération, en l'occurrence El-Hamdania, Draa-Smar, Ouamri et Harbil, ont déjà procédé à l'affichage de la liste préliminaire des bénéficiaires répondant aux critères d'éligibilité à ce type de logement fixés par la loi, a-t-on fait savoir. La distribution de ce quota de logements interviendra, a-t-on expliqué, après l'examen des éventuels recours introduits par des citoyens auprès de la commission de wilaya chargée de cette mission. Selon les services de la wilaya, sur ce quota, 118 unités sont implantées dans la commune de Draa-Smar, 146 à Ouamri, 20 à Harbil et 31 autres unités dans la commune d'El-Hamdania. A noter que 47 communes sur les 64 que compte la wilaya ont procédé, durant l'année 2022, à la distribution d'un nombre "appréciable" de logements contribuant à réduire la demande en la matière, au niveau de ces collectivités, a-t-on ajouté. Les efforts entrepris dans ce sens se sont traduits par la distribution de pas moins de 13.948 logements publics locatifs. La même dynamique va se poursuivre, dans les tous prochains mois, pour la distribution de logements supplémentaires en cours de réalisation à travers les communes et satisfaisant, ainsi, la demande locale en logement, a-t-on conclu. Mise en service prochainement.

DISPARITION BRUTALE DU JEUNE NAHEL EN FRANCE

Des violences à Nanterre et dans plusieurs communes d'île de France

Des violences ont éclaté dans la soirée du drame à Nanterre et dans plusieurs communes d'île de France, avant de se propager la nuit suivante à d'autres villes de la France après la disparition "brutale et tragique" du jeune Nahel près de Paris mardi, tué par un policier qui a été inculpé pour homicide volontaire et placé en détention provisoire.

Une séquence vidéo montrant un policier tirer à bout portant contre le jeune Nahel mardi matin lors d'un contrôle routier a choqué le pays et suscité une vague d'indignations et de réactions qui ont fusé de partout. Des violences ont éclaté dans la soirée du drame à Nanterre et dans plusieurs communes d'île de France, avant de se propager la nuit suivante à d'autres villes de la France. Jeudi, des affrontements entre des jeunes et les forces de l'ordre se sont produits au terme de la marche blanche organisée à Nanterre pour rendre hommage à la victime. Selon les médias, les affrontements ont débuté à la fin de cette marche qui a rassemblé plus de 6.000 personnes sorties dénoncer la mort tragique de ce jeune et les violences policières. Au moins trois villes proches de Paris ont décidé d'instaurer un couvre-feu, parfois sur plusieurs jours, sur tout leur territoire ou certains quartiers seulement, pour tous ou pour les mineurs uniquement. À Lille (nord), les autorités ont interdit tout rassemblement dans certains secteurs, où une unité d'élite de la police a été déployée. Les villes de Clamart, près de Paris, ou de Compiègne, au nord de la capitale, ont instauré des couvre-feu de 21H00 à 06H00 du matin (19H00 à 04H00 GMT). En région parisienne, bus et tram-



ways ont cessé de circuler depuis 21H00 jeudi. De son côté, le ministre de l'Intérieur avait indiqué que le policier allait être suspendu, redoutant un embrasement de la situation, à l'image des émeutes des banlieues de 2005, le ministère de l'Intérieur a annoncé la mobilisation de 40.000 policiers et gendarmes partout en France. Le président français avait convoqué dans la matinée une cellule interministérielle de crise. "Le parquet considère que les conditions légales d'usage de l'arme" par le policier auteur du tir, âgé de 38 ans, "ne sont pas réunies", a souligné jeudi matin le procureur de la République de Nanterre. Il a été inculpé pour homicide volontaire et placé en détention provisoire", a ensuite annoncé le parquet. Le drame à l'origine de l'embrasement s'est produit lors d'un contrôle de police de la voiture conduite

par Nahel. Le gouvernement algérien continue à suivre avec "une très grande attention" les développements de l'affaire de la disparition "brutale et tragique" du jeune Nahel en France, a indiqué jeudi le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, qui se dit "choqué et consterné". "Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a appris avec choc et consternation la disparition brutale et tragique du jeune Nahel et les circonstances particulièrement troublantes et préoccupantes dans lesquelles elle est intervenue", lit-on dans un communiqué du ministère. Il a exprimé "ses très sincères condoléances à la famille du défunt et l'assurance que son deuil et sa peine sont largement partagés" en Algérie, a-t-on ajouté de même source.

GRANDE-BRETAGNE

La justice juge illégal d'expulser des migrants vers le Rwanda

Nouveau revers pour le gouvernement britannique, la justice a déclaré jeudi "illégal" le projet controversé d'expulser vers le Rwanda les migrants arrivés illégalement au Royaume-Uni, mais le Premier ministre Rishi Sunak a immédiatement annoncé vouloir saisir la Cour suprême. Ce projet, déjà retardé par la justice européenne, est l'une des mesures phares du gouvernement conservateur qui s'est fixé comme priorité de lutter contre l'immigration illégale dans le pays, et en particulier les arrivées par la Manche de milliers de migrants à bord de petites embarcations. La cour d'appel a estimé que le Rwanda ne peut en l'état être considéré comme un "pays tiers sûr" car il existe "un risque réel que les personnes envoyées au Rwanda soient renvoyées dans leur pays d'origine où elles étaient en proie à des persécutions et autres traitements inhumains". Toute expulsion vers le Rwanda constituerait "une violation" de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme, qui stipule que "personne ne peut infliger à quiconque des blessures ou des tortures", a estimé la cour d'appel. "A moins et jusqu'à ce que les déficiences de son pro-

cessus d'asile soient corrigées, envoyer des demandeurs d'asile au Rwanda sera illégal", conclut la cour dans un résumé du jugement. Mais le gouvernement n'entend pas laisser tomber ce projet, présenté alors que Boris Johnson était Premier ministre.

Le Premier ministre britannique Rishi Sunak s'est dit "en désaccord fondamental" avec cette conclusion, et a annoncé que son gouvernement allait demander la permission de saisir la Cour suprême.

"La politique de ce gouvernement est très simple, c'est ce pays, et votre gouvernement, qui doit décider qui vient ici, pas les gangs de malfaiteurs", a-t-il déclaré dans un communiqué, affirmant qu'il ferait "tout ce qui est nécessaire" pour la mettre en oeuvre. "Le Rwanda est un pays sûr", a-t-il insisté.

"IRRÉALISABLE"

La ministre de l'Intérieur Suella Braverman, tenante d'une ligne dure sur l'immigration, s'est elle aussi dite "déterminée à aboutir". "Je ne reculerai pas", a-t-elle assuré. Le projet du gouvernement "est irréalisable, contraire à l'éthique et d'un coût exorbitant", a fustigé la députée de l'opposition travailliste en

charge des questions de sécurité, Yvette Cooper, reprochant au gouvernement de ne pas avoir de "plan sérieux" pour lutter contre l'immigration illégale. En dépit des promesses du Brexit de "reprenre le contrôle" des frontières, plus de 45.000 migrants ont traversé la Manche depuis la France à bord de petites embarcations en 2022, un record. Et ils sont déjà plus de 11.000 cette année. En 2021, 27 personnes ont perdu la vie en essayant de traverser ce détroit, l'un des plus fréquentés du monde. Au moins quatre autres sont mortes l'an dernier.

"Si cette décision appartient en dernier ressort à la justice britannique, nous contestons le fait que le Rwanda ne soit pas considéré comme un pays sûr pour les réfugiés et demandeurs d'asile", a déclaré à l'AFP la porte-parole du gouvernement rwandais, Yolande Makolo.

"Le Rwanda reste pleinement engagé pour faire que ce partenariat" avec le Royaume-Uni "fonctionne", a-t-elle ajouté. En matière de droits humains, le Rwanda est toujours régulièrement épinglé pour sa dure répression des oppositions politiques et son non respect de la liberté d'expression.

"BONNE NOUVELLE"

Le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies a "salué" la décision de la cour d'appel dans un communiqué, répétant ses "inquiétudes sur l'externalisation des obligations (du pays) en matière d'asile".

Saluant une "rare bonne nouvelle dans le sinistre paysage des droits humains au Royaume-Uni", la directrice de l'ONG Human Rights Watch dans le pays, Yasmine Ahmed, a exhorté la ministre de l'Intérieur à "abandonner ce rêve fiévreux, impraticable et contraire à l'éthique". En décembre dernier, la Haute Cour de Londres avait donné son feu vert à l'expulsion de certains migrants illégaux vers le Rwanda.

Mais les juges avaient accepté que soit examiné l'appel de plusieurs requérants et de l'association Charity Aid, qui apporte un soutien juridique aux demandeurs d'asile et dénonce notamment les risques de persécutions des demandeurs d'asile expulsés au Rwanda. Aucune expulsion n'a encore eu lieu. Un premier vol prévu en juin 2022 avait été annulé après une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

AUTRICHE

Armes et drapeaux nazis saisis dans un gang de motards

La police autrichienne a saisi une centaine d'armes à feu et des milliers de munitions, du matériel néonazi et arrêté six personnes au cours de perquisitions dans une bande de motards d'extrême droite, a annoncé le gouvernement jeudi. "Environ 35 armes longues, 25 pistolets mitrailleurs, 100 pistolets, 400 armes de signalisation", des "composants pour 500 à 800 armes" et "plus de 10.000 munitions ainsi que des lance-grenades ont été saisis" lundi, a écrit le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. "Divers objets nazis, allant des drapeaux aux poignards en passant par des pièces d'uniforme, des bustes et des tableaux", ont également été retrouvés chez les prévenus placés en détention provisoire, a-t-il ajouté, photos à l'appui. Par ailleurs, cinq kilogrammes d'herbe de cannabis, environ un kilogramme de cocaïne et 650 grammes d'amphétamines ont été retrouvés. Ce coup de filet dans les régions de Haute-Autriche (nord) et de Basse-Autriche (nord-est) a visé des membres du groupe des Bandidos. Le gouvernement a expliqué avoir été alerté dès le mois de décembre 2022 des projets d'implantation en Autriche des Bandidos, qui ont un réseau mondial. Les policiers ont alors mené l'enquête pour éviter de violents affrontements avec le gang rival des Hells Angels, comme cela s'était produit en Suisse. Un membre a été interpellé début juin. "Les investigations ont démontré à quel point l'extrémisme de droite est représenté dans les gangs de motards criminalisés", a déclaré le directeur des services de renseignements (DSN), Omar Hajjawi-Pirchner. La possession d'objets nazis est un délit en Autriche, pays natal d'Adolf Hitler et qui a longtemps nié sa responsabilité dans les crimes du IIIe Reich.

YÉMEN

Quatre soldats du gouvernement tués lors de l'attaque d'un drone menée par les Houthis

Quatre soldats du gouvernement yéménite ont été tués jeudi dans la province méridionale d'Ad Dali lors d'une attaque de drone menée par le groupe Ansarullah (Houthis), a indiqué un responsable militaire. Les milices Houthis ont déployé un drone chargé d'explosifs et ciblé des installations militaires des forces pro-gouvernementales dans les zones nord de la province d'Ad Dali, a indiqué le responsable. Il a précisé que l'attaque du drone avait tué quatre soldats et en avait blessé plusieurs autres, tout en endommageant le site militaire, un véhicule blindé ayant été complètement détruit. L'attaque a eu lieu en même temps que l'arrivée de renforts Houthis près des positions des forces gouvernementales à Ad Dali, a-t-il ajouté. Les Houthis ont également poursuivi leur escalade militaire sur d'autres fronts dans les provinces du sud qui sont actuellement sous le contrôle des forces pro-gouvernementales, selon le responsable. Le Yémen est plongé dans une guerre civile dévastatrice depuis 2014, les Houthis luttant contre le gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale.

ETABLISSEMENT ARTS ET CULTURE

À l'heure de la fête de l'Indépendance et des 15^e Jeux panarabes

L'Établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger a prévu du 1^{er} au 15 juillet, un riche programme culturel, en intra et extra muros, en célébration du 61^e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale et la fête de la Jeunesse et en accompagnement des 15^e Jeux panarabes.



PH: DR

Durant cette grande période de célébration où le coup d'envoi des 15^e Jeux panarabes est prévu le 5 juillet, jour de fête nationale, l'Établissement Arts et Culture a élaboré un programme d'activités culturelles varié glorifiant l'histoire de l'Algérie en guerre pour son indépendance contre le colonialisme français et subli-

mant le patrimoine culturel ancestral. C'est ainsi, et en célébration du 61^e anniversaire du recouvrement de la Souveraineté nationale et la fête de la Jeunesse, que l'Établissement Arts et Culture a prévu, du 2 au 5 juillet à Alger, Douera, Maalma et Souidania, plusieurs expositions de travaux manuels, de photos et

de livres, ainsi que des conférences et des témoignages sur la Guerre de libération, des lectures d'histoires et de poésies et des ateliers de dessin pour femmes au foyer. Dans le deuxième volet des célébrations et en accompagnement des 15^e Jeux panarabes qui se dérouleront du 5 au 15 juillet, plusieurs pres-

tations artistiques sont programmées en salle et sur les places et jardins publics des différents quartiers d'Alger et ses environs, ainsi que dans les autres espaces de la capitale sous tutelle. Pour ce faire, des spectacles de chorégraphies contemporaines et autres danses folkloriques exécutées par les Ensembles et le Ballet de l'Établissement, des projections de films algériens et arabes sur écrans géants, des concerts de musique chaabi et de variété algérienne, ainsi que des défilés de fanfares et de troupes folkloriques du "Mezoued", vont animer ces 15^e jeux panarabes dans des atmosphères festives exprimant ainsi, la bienvenue à toutes les délégations participantes.

Près de 3800 athlètes représentant 18 pays arabes, animeront les 15^e Jeux panarabes qui se dérouleront à Alger, Tipaza, Oran, Constantine et Annaba.

DEUXIÈMES JOURNÉES ORANAISES DU THÉÂTRE MÉDITERRANÉEN

Autofinancement et ambition d'accès au statut de Festival

Les deuxièmes Journées oranaises du Théâtre méditerranéen, prévues du 7 au 12 juillet prochains, "seront autofinancées", a indiqué le directeur du Théâtre régional d'Oran (TRO), Mourad Senouci, appelant à les "ériger en festival l'année prochaine". Le directeur du T.R.Oran "Abdelkader-Alloula" a indiqué dans un entretien à l'APS, que l'autofinancement de ces deuxièmes journées se fera grâce aux dividendes réalisés sur la vente des billets d'entrée au Théâtre, ainsi que les différentes opérations de sponsoring". Évoquant la raison qui a amené à se baser principalement sur les dividendes réalisés sur la vente des billets d'entrée au Théâtre durant la période allant du 1^{er} janvier au 1^{er} juin 2023, ainsi que sur les sponsors publics et privés, M.Senouci a révélé que le budget alloué à cet événement, organisé par le Théâtre régional d'Oran, était "inférieur à quatre millions de dinars". "Le recours à l'autofinancement durant ces derniers temps intervient en application des recommandations du ministère de la Culture et des Arts, après les nombreuses rencontres organisées sur le théâtre qui appelaient au "recours à l'autofinancement dans la gestion et l'organisation des manifestations culturelles", expli-

quait-il encore. Dans le même contexte, poursuit l'orateur, la deuxième édition de ces journées verra "la participation de trois associations" qui seront présentes à titre "bénévole et gracieux" en guise de soutien à cette manifestation, également perçue comme une opportunité pour appeler de leurs vœux l'"institution d'un "Festival du Théâtre méditerranéen à Oran", une décision qui sera à la dimension du statut que revêt cette "grande ville méditerranéenne, connue pour sa culture et ses arts, le théâtre notamment". Une de ces associations organisera, en marge de ces journées, des visites guidées pour ses hôtes sur les sites patrimoniaux et historiques de la région d'Oran, tandis qu'une autre participera à la confection de tenues traditionnelles algériennes représentant les différentes régions du pays, alors que la troisième association, présentera, quant à elle, des performances artistiques qui se dérouleront sur la place publique donnant face au Théâtre "Abdelkader-Alloula". Mourad Senouci a enfin mis l'accent sur les capacités de son équipe à organiser un événement de grande envergure à l'avenir, soulignant l'"importance de rebaptiser, l'année prochaine, ces journées pour les ériger en "Festival de Théâtre Médi-

terranéen", ce qui reflèterait, a-t-il ajouté, "la grandeur d'Oran une ville foncièrement méditerranéenne, de culture et de théâtre notamment". Le Théâtre régional d'Oran accueillera donc, du 7 au 12 juillet prochains, les Deuxièmes Journées oranaises du Théâtre méditerranéen, avec la participation, outre l'Algérie, de plusieurs pays arabes et euroméditerranéens. Le T.R.d'Oran accueillera tous les soirs à 20h00, les spectacles inscrits au programme de cet événement qui vise à créer une opportunité d'échange d'expériences et de coopération entre les praticiens du 4^e Art du bassin méditerranéen, consolidant ainsi la dimension méditerranéenne de l'Algérie.

L'Algérie devrait participer avec deux belles prestations, "El Halqa", montage théâtral d'extraits de pièces du regretté dramaturge et metteur en scène, Abdelkader Alloula, animé en ouverture par 24 jeunes amateurs et "El Azeb", mis en scène par Moulay Meliani Mohamed Mourad, sur une adaptation du roman "Azeb Hai el mordjène" de la poétesse et romancière Rabia Jalati. De son côté, la Tunisie sera présente avec la pièce "Hadith et'tarakoun" de Saber al-Hami, l'Égypte avec "Confessions conjugales" d'Ahmed Fouad, l'Italie avec "Le dernier été", alors que la France participera avec un monodrame intitulé "Taha, que le monde n'appréciait guère", qui, à l'origine, est une pièce de théâtre montée sur un texte écrit en Arabe, du dramaturge palestinien Amer Halhal, s'inspirant de la vie du poète Taha Mohamed Ali. Durant ces journées, une session de formation de quatre jours concernera un groupe de jeunes amateurs "promis à de belles carrières", résidant dans la ville d'El Bahia et récemment intégrés par le T.R.Oran dans des projets artistiques.

Les metteurs en scène des spectacles participants seront appelés à encadrer bénévolement ces ateliers, avec à leur tête, Ahmed Khoudi, un concepteur de spectacle reconnu par ses pairs et un académicien formateur de grande référence.

CINÉMA

Le court métrage "Zair Dalam" prochainement dans les salles

Le réalisateur Ahmed Riad a annoncé que son court-métrage "Zair Dalam" (Rugissement des ténèbres), sera prochainement projeté dans les salles de cinéma, où son tournage vient de s'achever et est prêt à être projeté. Cette œuvre réalisée en célébration du soixantenaire de l'indépendance et sous le parrainage du ministère de la Culture et des Arts et le Centre algérien de développement du cinéma, relate l'histoire de deux frères durant la Révolution algérienne et dépeint leur conflit, dont l'un aspire à satisfaire le colonisateur, trahissant ainsi sa patrie et son peuple, tandis que son frère aveugle cherche à inciter les gens à se révolter pour l'indépendance de l'Algérie. D'une durée de 40 minutes, le scénario de ce film, tourné à Bordj Bouarridj, Constantine et Sétif et rendu par un groupe d'artistes à l'instar de Mohamed Frihahdi, Hamoudi Hamza, Pascal Bruno, Ahmed Rezak et Nouara Berrah, a été écrit par Hamza Mohamed Foudil.

THÉÂTRE La générale de la pièce "El âmaliya el akhira" présentée au TNA

La générale de la pièce de théâtre, "El âmaliya el akhira" (la dernière opération), une épopée réaliste dédiée à la bravoure de la femme algérienne révolutionnaire, a été présentée, lundi soir à Alger, devant un public relativement nombreux. Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna) dans le cadre du "Mois du Théâtre" célébrant le Soixantenaire de l'Indépendance de l'Algérie, le spectacle a été mis en scène par Aissa Djekati, sur une adaptation de Toufik Abdellahi du livre, "La femme algérienne dans le combat libérateur : Algérie (1954-1962)" de, Bellahsene Bali et un traitement dramaturgique de Fethi Kafi. D'une durée de 95 mn, "El âmaliya el akhira" rappelle le rôle déterminant joué par la femme algérienne durant la lutte armée contre l'occupant français, auprès de ses frères de combat, avec qui elle a réalisé et mené, au péril de sa vie, des opérations dangereuses, à l'instar de celle transportant une bombe et qui s'était rendue compte, à sa grande surprise, que le "Fidaï" à qui elle devait la lui remettre, n'était autre que son mari dont elle ignorait l'activité. Continuant d'évoquer la détermination d'autres moudjahidates, le spectacle a notamment restitué la conviction de cette militante, fille unique de son père qu'elle laissera répondant à l'appel sacré du devoir, avant de rappeler l'intransigeance de cette fidaïya qui avait reçu l'ordre d'abattre son traître de mari, pour rendre ensuite, hommage à cette autre rebelle qui enjoignait à son mari, à qui on venait de confier une mission, de répondre à l'appel du devoir et de la laisser seule alors qu'elle se tordait de douleurs abdominales provoquées par les contractions annonçant l'arrivée de son nouveau né. L'atrocité de la torture à l'encontre des femmes algériennes, œuvre inhumaine exclusive aux éléments de l'armée coloniale française sur lesquels l'histoire a jeté à jamais l'opprobre, a été restituée dans un tableau chorégraphique signé Fares Fetten qui a également offert au spectacle d'autres tableaux esthétiques de mouvements d'ensemble mettant la femme militante en valeur, hautement appréciés par l'assistance. Les artistes, Asma Cheikh, Zoheir Djebbar, Hamid Bouguettouf, Yacine Berrezoug, Salaheddine Gasmi, Charafeddine Bouchama, Nadir Benouis, Anès Safir Abderrahmane, Mohamed Belahia, Youcef Lachi, Abbasia Amiri, Chahra Hireche, Rabia Sehab et Amine Cherifi, ont su porter la densité du texte, occupant tous les espaces de la scène dans des échanges ascendants et soutenus. La scénographie, une mise en situation directe œuvre de Mabrouk Badri, était faite d'un éclairage concluant et d'un décor fonctionnel amovible renvoyant au sanctuaire du Martyr (Maqam Ech'Chahid à Alger), car composé de deux murs en formes de deux grandes feuilles de palmier au milieu desquels une grande porte d'entrée, suggérant ainsi la sacralité et la noblesse du sacrifice pour la Patrie. La bande son, signée de la baguette de maestro du grand Mohamed Zami, a contribué à relever le ton du spectacle, à travers des thèmes évoquant, en plus de quelques extraits de différentes mélodies et cadences s'apparentant aux variations modales et rythmiques du terroir, l'épopée d'un peuple qui avance et que désormais, rien n'arrête. Le public, recueilli durant tout le spectacle, a adhéré à la thématique proposée, applaudissant les comédiens à chaque moment fort de la représentation. "La mise en valeur du combat de la femme dans la lutte du peuple algérien pour son Indépendance, est un rappel de ce que nos mères, nos sœurs, nos filles et toutes ces héroïnes du Devoir ont fait pour que vive l'Algérie libre et indépendante", a tenu à préciser le metteur en scène. Seize pièces de théâtre, produites dans le cadre du programme "Le mois du théâtre" dédié à la célébration du soixantenaire de l'indépendance, sont présentées au public à Alger et dans plusieurs wilayas du pays.

Tunisie : mise en échec de sept tentatives de migration clandestine

Les unités de la garde maritime tunisienne ont mis en échec, dans la nuit de mercredi à jeudi, sept tentatives de migration clandestine, a fait savoir la garde maritime dans un communiqué. "76 candidats à l'immigration clandestine ont été arrêtés au cours de ces tentatives enregistrées notamment à Nabeul, Monastir et Sousse", a précisé le communiqué, relayé par l'agence de presse tunisienne TAP. Les personnes arrêtées ont été transférées aux unités chargées de l'enquête pour prendre les mesures nécessaires à leur rencontre, après consultation du ministère public, ajoute-t-on de même source.

Arrestation de 3 trafiquants de drogue et saisie de psychotropes à Tizi-Ouzou

Les services de Sûreté de la wilaya de Tizi-Ouzou ont arrêté trois individus avec la saisie d'une quantité de psychotropes courant de cette semaine, rapporte jeudi un communiqué de ces services. Les mêmes services ont saisi 705 capsules de psychotropes et 72 grammes de kif traité ainsi qu'une somme de 1,26 million DA et une autre en devise étrangère s'élevant à 265 Euro lors de l'arrestation des auteurs du trafic. Présents devant les autorités judiciaires, les mis en cause ont été placés en détention provisoire pour possession de produits psychotropes pour fin de commercialisation, a-t-on ajouté de même source.

USA : L'âge médian a atteint un niveau record en 2022

La population des États-Unis vieillit depuis des décennies et est maintenant plus âgée qu'elle ne l'a jamais été. L'âge médian de la population américaine a atteint un record de 38,9 ans en 2022, indique le Bureau de recensement. Cela représente une augmentation d'environ 3,5 ans depuis 2000 et un bond de 0,2 an par rapport à 2021. Selon les estimations du Bureau de recensement, les naissances ont dépassé les décès l'année dernière, mais pas suffisamment pour modifier le schéma général du vieillissement. D'autres données fédérales montrent que le taux de natalité aux États-Unis a tendance à baisser depuis des années. Il y a eu une forte baisse la première année de la pandémie du Covid-19 et seulement une légère augmentation l'année suivante. "En l'absence d'une population jeune en croissance rapide, l'âge médian américain continuera probablement sa hausse lente mais régulière", a noté Kristie Wilder, démographe au Bureau de recensement.

Près de 9 quintaux de kif traité saisis durant cinq mois à Béchar

Un total de 878,836 kg de kif traité et 47 566 comprimés psychotropes ont été saisis par les différentes unités opérationnelles de lutte anti-drogue relevant de la sûreté de wilaya de Bechar, durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 mai 2023, a rapporté jeudi la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité. Ces saisies ont été opérées au cours de 323 affaires de trafic illégal de drogue, dont 97 liés au trafic illicite du kif traité et 226 autres ayant trait au trafic de psychotropes et produits hallucinogènes, impliquant 347 individus, a-t-on précisé. Parmi ces affaires, figurent 140 liées à la



commercialisation illégale de différents types de drogues et 183 autres relatives aux crimes de détention et consommation

de drogue. La conclusion de ces affaires est le résultat des efforts menés par les éléments des unités policières spécialisées dans

la lutte anti-drogue, à l'instar de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI), les deux (2) brigades mobiles de la police judiciaire (BMPJ 1 et 2), les services de police judiciaire (PJ) relevant des neuf (9) arrondissements urbains de sûreté de wilaya, ainsi que les cinq (5) sûretés de daïra, a-t-on souligné. Ce résultat a été aussi le fait des aides et les contributions des autres services de sécurité, notamment ceux spécialisés du secteur militaire opérationnel de la 3^è Région militaire, sous la supervision de la justice, et ce, au titre de la stratégie de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) en la matière, a conclu la même source.

Suisse : 59 vols annulés pour cause de grève à l'aéroport de Genève



Une soixantaine de vols ont été annulés vendredi matin à l'aéroport international de Genève -le deuxième de Suisse- qui a décidé d'arrêter temporairement les opérations entre 04H00 et 08H00 GMT en raison d'une grève du personnel de l'entreprise. "En raison d'un mouvement social d'une partie du personnel de Genève Aéroport (GA), la direction a décidé un arrêt temporaire des opérations de 06h00 à 10h00. 59 vols - départs et arrivées - annulés", indique un tweet de Genève Aéroport tôt vendredi matin, ajoutant "GA regrette vivement cette situation et présente ses excuses". Selon un décompte jeudi 8 000 passagers environ étaient touchés au départ de Genève entre 06H00 et 10H00 locales d'autant que ce vendredi marque le début de la saison des voyages estivaux. Genève est notamment un hub très important pour la compagnie low cost Easyjet. Le mouvement de grève a été décidé jeudi par le personnel immédiatement après l'annonce par le conseil d'administration de la plateforme aéroportuaire de l'approbation d'une nouvelle politique salariale très contestée par les employés de l'entreprise publique. Le mouvement est reconductible. Cette grève est historique: il s'agit de la première concernant le personnel de l'aéroport employé selon un contrat de droit public (et non des collaborateurs externes, eux aussi vitaux pour son fonctionnement), au cours des 104 ans d'histoire de Cointrin, souligne le quotidien Le Temps. Sur la période de janvier à mai, l'aéroport a accueilli près de 6,8 millions de passagers, selon les statistiques officielles.

Arabie saoudite : 2 morts dans une fusillade près du consulat général des États-Unis à Djeddah

Une fusillade s'est produite mercredi près du consulat général des États-Unis dans la ville portuaire de Djeddah, en Arabie saoudite, faisant deux morts dont un garde de sécurité local et l'assaillant, a annoncé le département d'État américain. "Nous pouvons confirmer les informations faisant état d'une fusillade survenue aujourd'hui devant notre consulat général à Djeddah, en Arabie saoudite. Il y a eu deux morts, dont un membre de la garde locale du consulat et l'assaillant, qui a été tué par les forces de sécurité saoudiennes", a déclaré un porte-parole du département d'État cité par le Wall Street Journal. "L'ambassade et le consulat des États-Unis restent en contact avec les autorités saoudiennes qui enquêtent sur l'incident. Le consulat a été fermé de manière appropriée et aucun Américain n'a été blessé lors de l'attaque", a-t-il précisé.

Un mort et six blessés dans deux accidents de la route à Mila

Une femme de 26 ans est morte et six (6) autres personnes ont été blessées dans deux acci-

dents de la circulation distincts survenus jeudi dans les deux communes de Mila et Rouached, a indiqué la Protection civile. Selon la même source, une collision survenue jeudi vers 14h11 sur la RN-79 près de la forêt El-Mediousse dans la commune de Mila entre deux voitures a causé la mort d'une femme de 26 ans et fait trois (3) blessés âgés entre 3 et 56 ans.

Les éléments de l'unité principale de la Protection civile assistés par ceux de l'unité secondaire de Sidi Merouane sont intervenus pour secourir les victimes évacuées vers les urgences de l'hôpital Frères Meghlaoui de Mila, a-t-on précisé. Le second accident dû au télescopage vers 15h06 de trois voitures sur le chemin de wilaya CW-6 près de la mechta Che-

laït a fait trois blessés âgés entre 18 et 58 ans secourus sur place puis évacués vers le service des urgences de la polyclinique de la commune de Rouached par l'unité de secteur de cette même commune, a indiqué la même source. Les services sécuritaires ont ouvert des enquêtes pour déterminer les circonstances des deux accidents.

MISE AUX POINGS

«Pendant cette période de célébration et de communion, les musulmans de tous horizons mettent de côté leurs priorités personnelles pour Aider les personnes dans le besoin. Que cette fête spéciale soit une célébration de l'unité et du dévouement au service du prochain. Aid Moubarak»

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf -

Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgérie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 24 km/h
Humidité : 72%



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 21 km/h
Humidité : 86 %

Dohr : 12h52
Assar : 16h44
Maghreb : 20h14
Ïcha : 21h55

Dimanche 14 dou
el hidja 1444
Sobh : 03h42
Chourouk : 05h33

L'IDÉE FAIT SON CHEMIN

L'Afrique parmi les membres permanents du Conseil de sécurité

L'appel de l'Algérie pour que soit réparée l'injustice historique à laquelle le continent africain fait face, en renforçant sa présence au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, conformément au consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte, a eu un écho du ministre des Affaires étrangères de Grande Bretagne, James Cleverly, qui vient de révéler que son pays est favorable à la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et à l'octroi à l'Afrique d'un siège permanent en son sein.



Ph : DR

Toutefois, dans son discours, ce jeudi, au Chatham House de Londres, le ministre britannique a parlé d'un seul siège de membre permanent pour l'Afrique au Conseil de sécurité alors que ce continent n'est pas représenté parmi les membres permanents, et est sous-représenté parmi les membres non permanents. On sait que l'Afrique demande au moins deux sièges permanents, dotés du droit de veto tant qu'il existera, et deux sièges non permanents supplémentaires. L'élection de l'Algérie au poste de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2024-2025 permettra, à compter du 1er janvier 2024, d'activer la demande d'augmentation du nombre de sièges des pays africains au sein de cette instance et contribuera à l'unification de la voix de l'Afrique pour un meilleur plaidoyer en faveur des questions prioritaires du continent et de ses aspirations légitimes.

Cela figure parmi les priorités du mandat de l'Algérie au Conseil de sécurité. En février dernier, dans une allocution lors des travaux de la réunion ministérielle du Comité des dix de l'Union africaine (UA) sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies tenue, à Addis-Abeba, à l'occasion du 36e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, lue en son

nom par le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, le président Abdelmadjid Tebboune a souligné la nécessité de permettre au continent d'obtenir deux sièges permanents au sein de l'instance onusienne et d'accroître son quota de représentativité au niveau des sièges non permanents, de trois à cinq sièges, conformément à la teneur du "Consensus d'Ezulwini" et de "la Déclaration de Syrte". Le président Tebboune a fait savoir, à cette occasion, que « pour l'Algérie, la question de la réforme du Conseil de sécurité est impérative pour parvenir à un ordre mondial plus représentatif, plus juste et plus équilibré, notamment en cette conjoncture délicate marquée par une succession de crises et leurs retombées porteuses de prémices de nouveaux changements dans les rapports de forces sur la scène internationale ». Le président Tebboune avait fait observer que l'obtention par le continent africain de la qualité de membre permanent au Conseil de sécurité "est étroitement liée à la réussite des négociations intergouvernementales dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU en tant que cadre unique et idoine pour débattre de la question de la réforme du Conseil de sécurité". L'Algérie insistera encore, sur cette revendication, à l'occasion de la

tenue de la 12e réunion ministérielle du comité des dix de l'UA concerné par la réforme du Conseil de sécurité onusien, prévue en Algérie en janvier 2024. Tout

dépend, pour réaliser cette aspiration légitime, du comportement des pays africains qui doivent maintenir leur unité, parler d'une même voix, renforcer leur cohésion et transcender leurs clivages.

L'enjeu est la réparation de l'injustice historique faite à l'Afrique en termes de sous-représentation dans les organes onusiens. Dans le monde multipolaire en construction, le défi est de faire de l'Afrique un acteur influent sur la scène internationale. Le processus de réforme du Conseil de sécurité doit aller dans ce sens et contribuer à la démocratisation de l'ONU.

Dans le même temps, le comportement des pays occidentaux à l'égard de l'Afrique doit changer. Hier, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, cité par l'agence d'information Sputnik, a dénoncé une pression occidentale "absolument effrontée" contre les pays du Sud global, dont l'Afrique. L'Occident doit cesser de mettre la pression sur les pays de la majorité mondiale dont l'Afrique, a-t-il déclaré.

M'hamed Rebah

RAPPEL DE FAITS COLONIAUX

Moscou recadre Emmanuel Macron

La Russie a réagi aux propos tenus par le président français, Emmanuel Macron, en marge du sommet pour un nouveau pacte financier mondial, qui s'est tenu durant deux jours à Paris et qui s'est achevé vendredi 23 juin. La Russie "redevient, au fond, l'une des seules puissances coloniales du XXIe siècle", a déclaré le président Macron à la clôture de cet événement. La Russie absente à ce Sommet, mais présente dans le discours du président français, a été décrite comme « une puissance de déstabilisation de l'Afrique, au travers de milices privées qui viennent faire de la prédation et des exactions sur les populations civiles ». Pour la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, citée par l'agence d'information Sputnik, "de telles tirades semblent inappropriées compte tenu du rôle discutable que joue depuis longtemps la France en Afrique". Elle a pointé que l'opinion publique mondiale connaît les "pages sordides de la politique coloniale de Paris". Selon la même source, Maria Zakharova a dénoncé le fait que "tout en prétendant être un champion du droit international et de l'intégrité territoriale des États, la France continue de détenir illégalement les terres d'autrui". Elle a révélé quelques vérités sur ces infractions: "le mépris obstiné par Paris des décisions de l'Assemblée générale de l'Onu quant au droit de l'Union des Comores sur l'île de Mayotte", ainsi que "des différends en cours avec Madagascar sur les îles Éparses" ou encore avec l'île Maurice pour l'île de Tromelin. Elle a également rappelé que la France refuse de reconnaître sa responsabilité dans les crimes de guerre et les conséquences des essais nucléaires en Algérie, ainsi que dans l'agression contre la Libye en 2011 et dans la destruction de l'État libyen. Ces actions néo coloniales françaises ont été menées sous la présidence de Nicolas Sarkozy (en ce moment, menacé d'un procès pour le possible financement libyen de sa campagne présidentielle en 2007, quatre ans avant l'agression contre la Libye). On sait que la Libye a été plongée dans le chaos par l'ingérence de la France et de l'OTAN et l'assassinat de Mouammar El-Kaddafi, en 2011. Pour Maria Zakharova, Paris tente, dans le même temps, de rejeter la responsabilité des conséquences de ses propres actions criminelles sur les États africains, comme c'est le cas avec le Mali. "[La France] cherche encore aujourd'hui à exploiter les ressources du continent, en masquant ses méthodes et ses projets néocoloniaux par une rhétorique mensongère et un souci imaginaire du bien-être des Africains", a rappelé la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. Pour rappel, plusieurs pays africains ont tourné le dos à la France néocoloniale pour regarder ailleurs, vers la Chine, en particulier. Des dirigeants africains ont trouvé que la coopération avec la Chine est l'une des plus utiles et fructueuses pour leurs pays, dans tous les domaines sur le plan économique et social. Des pays africains se tournent vers les BRICS, notamment l'Algérie, l'Égypte et l'Éthiopie, qui ont déjà déposé des demandes pour intégrer l'organisation, mais aussi le Soudan. Le Burkina Faso veut avoir une représentation de l'alliance des BRICS, pour pouvoir travailler en synergie avec cette organisation. Par ailleurs, après avoir récemment accueilli quatre nouveaux pays, la Nouvelle Banque de développement des BRICS s'est dite favorable à l'adhésion de l'Algérie. Le président Macron, lui-même, est tenté par les BRICS dont fait partie la Russie qui a participé à la création de ce Groupe. C'est lui qui le dit : "Au sujet des BRICS, je crois que la participation de la France serait mutuellement intéressante. Le destin de la France, héritière de son histoire millénaire, c'est d'être une puissance d'équilibre et de dialogue dans le monde multipolaire [...]". Maria Zakharova qui a été intriguée par cette démarche du président français a émis quelques doutes. La porte-parole de la diplomatie russe a notamment demandé à Emmanuel Macron de dévoiler ses intentions, se demandant si le dirigeant français n'agissait pas comme un "cheval de Troie".

M. R.

SOUS-RIRE

